

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	VII
TABLE DES MATIERES.....	IX
LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS	XXIII
PREFACE.....	XXVII
INTRODUCTION	1
Section I. L'indifférence réciproque de la Turquie et de l'Union européenne quant au rôle des collectivités locales au cours de la procédure d'adhésion.....	2
§1. Les entités infra-étatiques et l'Union européenne	2
A. La reconnaissance tardive des entités infra-étatiques par le droit de l'Union européenne.....	3
1. La reconnaissance institutionnelle	3
2. La reconnaissance organique.....	4
B. La place ambiguë des entités infra-étatiques dans l'ordre juridique européen	5
1. L'absence de personnalité morale des entités infra-étatiques dans l'ordre juridique européen	6
2. L'impact de l'absence de personnalité juridique des collectivités infra-étatiques	7
§2. La négociation d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne.....	9
A. Un objectif politique d'adhésion ancien sous l'égide de l'Etat turc	9
1. Le long processus de la négociation entre la Turquie et l'Union européenne	9
2. L'état actuel de la négociation.....	10
B. La place des collectivités locales turques dans la négociation entre la Turquie et l'Union européenne	11
1. La reconnaissance implicite des collectivités locales.....	12
2. L'implication des collectivités locales à la négociation encouragée par le Comité des régions	13
Section II. La prise de conscience du rôle des collectivités locales turques dans l'europanisation de la Turquie	14
§1. La décentralisation « à la turque », facteur d'accélération de l'adhésion à l'Union européenne.....	15
A. L'organisation des collectivités locales en Turquie	15

1. L'organisation des collectivités locales par le principe de décentralisation	15
2. Les collectivités locales turques	16
B. La décentralisation et la modernisation de l'administration publique.....	19
1. L'intégration européenne	20
2. La série de réformes pour la réalisation d'une bonne gouvernance.....	21
§2. La méthode d'analyse	23
A. La problématique.....	23
B. La démarche scientifique	23
1. La modalité de l'étude.....	23
2. La construction de la démonstration	24

PARTIE I

L'IMPACT SIGNIFICATIF DES NEGOCIATIONS SUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES

TITRE I. LA LIBRE ADMINISTRATION DES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES ET L'UNION EUROPEENNE	27
CHAPITRE I. L'AUTONOMIE LOCALE DANS LA PERSPECTIVE D'UNE INTEGRATION INSTITUTIONNELLE EUROPEENNE	29
Section I. L'autonomie locale en Turquie : un paravent de l'Etat vis-à-vis de l'Union européenne	29
§1. La neutralité du droit de l'Union européenne sur l'organisation interne des Etats et l'autonomie locale en Turquie	30
A. Le respect de l'Union européenne sur la particularité turque.....	30
1. L'autonomie administrative locale : un élément essentiel de l'identité turque	31
2. La neutralité ambiguë du droit de l'Union européenne sur l'organisation interne en Turquie.....	32
B. La portée du principe du respect de l'identité nationale.....	34
1. L'impossible influence de l'Union européenne concernant la forme unitaire de l'Etat turc.....	34
2. L'impossible influence de l'Union européenne concernant la relation centre/ périphérie	36
§2. La capacité administrative des collectivités locales turques face à la spécialité du droit de l'Union européenne	38
A. L'importance de la capacité administrative des entités infra- étatiques au regard du droit de l'UE.....	40
1. La soumission des collectivités infra-étatique au droit de l'UE.....	40

2. La conséquence de la soumission au droit de l'Union européenne : une capacité administrative fiable pour les collectivités infra-étatiques	41
B. L'importance de la capacité administrative des entités infra-étatiques au regard du droit de l'UE en Turquie	43
1. La capacité administrative de collectivités locales turques et les critères d'adhésion	43
2. L'apport des critères d'adhésion sur l'organisation interne des collectivités locales turques.....	45
Section II. L'autonomie de collectivités locales vis-à-vis de l'Etat turc	47
§1. La particularité de l'autonomie locale en Turquie	47
A. Une analyse historique de l'autonomie administrative locale	48
1. Un mouvement d'unification et de centralisation par la création des entités infra-étatiques : la réforme de Tanzimat	50
2. L'opposition de deux principes transposés en droit interne : déconcentration et décentralisation	52
B. Une analyse juridique de l'autonomie locale	53
1. La reconnaissance jurisprudentielle et doctrinale de l'autonomie locale en droit turc	54
2. La transposition de la Charte européenne de l'autonomie locale par la Turquie	56
§2. Les effets des exigences européennes sur le fondement de l'autonomie locale en Turquie	59
A. La reconnaissance législative du principe de l'autonomie locale.....	60
1. La portée de la Charte européenne de l'autonomie locale en droit turc.....	60
2. La reconnaissance du principe de l'autonomie administrative locale dans les lois concernant les collectivités territoriales	63
B. La portée de l'application du principe de l'autonomie locale	64
Conclusion du Chapitre I.	65
CHAPITRE II. L'IMPACT DU PROCESSUS DE LA NEGOCIATION SUR LA RELATION ENTRE L'ETAT TURC ET LES COLLECTIVITES LOCALES	66
Sections I. Le réajustement de contrôle de la tutelle de l'Etat turc sur ses collectivités locales dans la perspective de l'intégration européenne.....	66
§1. Le contrôle de la tutelle et l'autonomie locale après les réformes administratives	67
A. Le contrôle de la tutelle et l'encadrement par le droit	67

1.	La diversité des lois et la diversité des acteurs ayant la compétence de tutelle	68
2.	La portée de la tutelle administrative et la non-conformité avec l'autonomie locale.....	70
A.	Les modalités du contrôle de la tutelle.....	73
1.	Le contrôle de la tutelle sur les organes	73
a.	Le statut du préfet au sein du département	73
b.	La modalité de la tutelle sur les organes des collectivités locales.....	76
c.	L'aspect politique de la tutelle sur les organes des collectivités locales.....	78
2.	Le contrôle de la tutelle sur les actes des collectivités territoriales.....	80
§2.	La tutelle et l'efficacité du contrôle de légalité.....	82
A.	Les instruments du contrôle de légalité et leurs insuffisances	82
1.	La multiplicité des acteurs ayant le pouvoir de faire un recours pour excès de pouvoir	84
2.	La performance du contrôle de légalité en cas de recours	86
B.	Les correctifs envisageables concernant le contrôle de légalité.....	87
1.	Les correctifs procéduraux.....	88
2.	Les autres correctifs concernant les conditions de l'exercice du contrôle	90
Section II. La relation financière entre l'Etat turc et ses collectivités locales dans la perspective de l'intégration européenne		90
§1.	La notion de l'autonomie financière au regard de l'Union européenne	91
A.	L'autonomie financière des collectivités locales turques vis-à-vis de l'Union européenne	91
1.	L'incidence du droit de l'Union européenne sur les finances locales.....	92
2.	L'autonomie financière : un élément essentiel de la capacité administrative des collectivités locales vis-à-vis des exigences européennes	93
B.	L'adaptation du cadre normatif turc concernant l'autonomie financière	95
1.	L'autonomie financière des collectivités locales en droit turc.....	96
2.	La remise en cause de l'autonomie fiscale des collectivités locales turques	98

§2. Les règles communautaires de discipline budgétaire et les collectivités locales turques.....	102
A. Les contraintes européennes sur la relation financière entre l'Etat et les collectivités territoriales	102
1. Les exigences économiques européennes.....	102
2. L'impact des exigences économiques européennes sur la finance locale.....	103
B. L'adaptation des finances publiques locales turques à la politique communautaire de discipline budgétaire.....	105
1. L'adaptation du cadre normatif turc sur l'endettement.....	105
2. La compatibilité de la réglementation turque avec les règles communautaires de discipline budgétaire	107
Conclusion du Chapitre II.	108
Conclusion du Titre I.	109
TITRE II. LA DECENTRALISATION EN TURQUIE ET LE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE	110
CHAPITRE I. LE DECOUPAGE TERRITORIAL TURC ET LA COMPATIBILITE AVEC LE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE.....	111
Section I. La particularité des collectivités locales turques et la difficulté de l'application du droit de l'Union européenne	111
§1. La multitude de pôles de décisions dans le traçage territorial	112
A. L'émiettement de villages	113
1. L'échec de la politique de diminution du nombre de villages	114
2. Les effets des réformes des collectivités locales sur les villages	116
B. L'émiettement des communes.....	118
1. La recherche d'optimisation de la taille des communes avant la négociation avec l'Union européenne.....	118
2. Les effets des réformes des collectivités territoriales sur la taille optimale des communes.....	120
§2. La région : une institution indispensable et inexistante.....	121
A. La région : une institution territoriale inexistante.....	121
1. L'échec des tentatives de la création des régions	122
2. Le régionalisme : un obstacle pour la création des institutions régionales en Turquie	123
B. La région : une institution indispensable pour l'organisation territoriale turque.....	124
1. La politique de l'Union européenne en faveur des régions.....	124
2. Les besoins internes de la création de régions	126

Section II. Les effets de la négociation sur la réorganisation territoriale : la recherche d'un optimum territorial	127
§1. L'union de collectivités locales : une intercommunalité « à la turque »	127
A. L'union de collectivités locales : la réponse turque à l'émiettement communal et villageois	128
1. La qualification juridique des unions de collectivités locales.....	129
2. La capacité administrative des unions de collectivités locales	130
B. Les avantages et les inconvénients de l'union de collectivités locales	132
1. Les particularités des unions de collectivités locales vis-à-vis de l'intercommunalité en Europe	132
2. La compatibilité des unions de collectivités territoriales avec le droit de l'Union européenne.....	134
§2. Les municipalités métropolitaines : politique territoriale et élasticité du territoire	137
A. La nouvelle réorganisation de la municipalité métropolitaine	138
1. La conformité de la réforme avec la réalité de l'organisation territoriale	138
2. La conformité de la réforme à la Constitution turque	141
B. Les implications du renforcement des municipalités métropolitaines	142
1. La dualité de l'organisation territoriale en Turquie	142
2. L'approche comparatiste des municipalités métropolitaines et des régions européennes	145
Conclusion du Chapitre I.	146
CHAPITRE II. LA REPARTITION DES COMPETENCES EN TURQUIE ET LA COMPATIBILITE AVEC LE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE	146
Section I. Les effets limités du processus de la négociation sur la répartition des compétences	149
§1. La décentralisation à la turque et la répartition des compétences	149
A. L'initiative décentralisatrice par le législateur	149
1. L'intérêt local : un objectif national	150
2. Le renforcement des compétences en matière des services publics locaux : les compétences des communes et des départements.....	152
B. Les obstacles traditionnels empêchant la croissance de compétences des collectivités locales	153
1. Le débat sur la compétence des communes en Turquie.....	154

2. La jurisprudence constitutionnelle et les compétences communales.....	156
§2. L'approche du nouveau type de recentralisation en matière de répartition des compétences.....	158
A. La question de la répartition des compétences entre les municipalités métropolitaines et ses communes.....	158
B. La déconcentration sur la répartition des compétences au cœur de nouveaux élans conflictuels.....	160
1. La redistribution des compétences entre les unités déconcentrées.....	161
2. Les nouveaux élans conflictuels.....	161
Section II. Les correctifs envisageables pour résoudre les conflits des compétences.....	163
§1. Le principe de subsidiarité et le droit national turc.....	163
A. Le principe de subsidiarité en droit turc.....	165
1. La reconnaissance implicite du principe de subsidiarité en droit turc.....	166
2. L'interprétation confuse du principe de subsidiarité en droit turc.....	168
B. L'application du principe de subsidiarité en Turquie.....	169
1. La compatibilité du principe de subsidiarité avec le système turc.....	169
2. Vers une reconnaissance constitutionnelle du principe de subsidiarité.....	171
§2. L'expérimentation : un moyen de la modernisation de l'Etat turc.....	172
A. La nécessité de l'adoption de la technique d'expérimentation en droit turc.....	174
1. L'expérimentation, une solution envisageable pour remédier à l'enchevêtrement des compétences entre les différents niveaux en Turquie.....	175
2. L'expérimentation : un complément du principe de subsidiarité dans l'application du droit de l'Union européenne.....	176
B. Vers une utilisation de l'expérimentation en droit turc.....	177
1. L'expérimentation et les principes constitutionnels turcs.....	177
2. La compatibilité de l'expérimentation avec le droit turc.....	178
Conclusion du Chapitre II.....	180
Conclusion du Titre II.....	181
Conclusion de la Partie I.....	181

PARTIE II

LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU ROLE DES COLLECTIVITES LOCALES DANS
LE CADRE DES RELATIONS AVEC L'UNION EUROPEENNE

TITRE I. LA GOUVERNANCE : COMME NOUVEAU MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION ET SON ADAPTABILITE AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES.....	183
CHAPITRE I. LA GOUVERNANCE ET LES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES	184
Section I. La gouvernance instrumentale et les collectivités locales turques.....	187
§1. La politique de la performance dans les collectivités locales turques.....	187
A. La construction de collectivités locales plus performantes	187
1. L'origine du critère de la performance dans les réformes administratives.....	188
2. La performance et la politique législative turque	189
B. L'évaluation de la performance en droit des collectivités locales	190
§2. La matérialisation de la performance en droit des collectivités locales	190
A. La planification stratégique : un nouvel outil vis-à-vis de la performance des actions publiques.....	191
1. La planification stratégique : un outil inédit pour une gouvernance instrumentale	193
2. La mise en œuvre pratique de la planification stratégique	194
B. Le contrôle interne : un outil inédit pour la réalisation d'une collectivité locale performante	195
1. Le contrôle interne : un outil inédit pour la gouvernance instrumentale.....	196
2. La mise en œuvre pratique du contrôle interne	197
C. Le recours des collectivités locales à la contractualisation.....	198
1. Les exigences européennes en matière d'achats publics au niveau local	200
a. L'encadrement de la passation de la commande publique locale	201
b. La comptabilité du droit turc de passation du marché avec les exigences de l'UE	203
2. La rationalisation de la performance de l'achat public	205
Section II. « Les gouvernances procédurales » et les collectivités locales turques.....	206
§1. Le nouveau concept turc de <i>compatriotisme</i> au niveau local dans la perspective de l'intégration européenne	206
A. La participation des étrangers aux affaires locales en Turquie.....	207

1.	Les exigences européennes en matière de renforcement de participation aux affaires locales : le droit de vote des étrangers en Turquie.....	207
2.	L'adaptabilité du droit de vote aux étrangers vivant en Turquie en droit turc au niveau local	209
B.	Les améliorations apportées au droit <i>du compatriotisme</i>	210
1.	Le développement du droit de <i>compatriotisme</i>	210
2.	La portée du nouveau droit de compatriotisme.....	211
§2.	La matérialisation de la participation des habitats aux affaires locales	214
A.	L'introduction d'un nouvel outil : le <i>bénévolat</i>	214
1.	L'introduction du bénévolat dans le droit des collectivités locales en Turquie.....	214
2.	L'application du nouvel outil de <i>bénévolat</i> dans les collectivités locales	216
B.	Le Conseil de ville et la participation des habitants aux affaires communales	217
1.	Le Conseil de ville comme lieu de participation locale	218
2.	Les anomalies constatées dans le fonctionnement de Conseil de ville.....	219
	Conclusion du Chapitre I	222
	 CHAPITRE II. LA GOUVERNANCE A MULTI-NIVEAUX ET LES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES	223
	Section I. Vers un partenariat entre les collectivités locales turques et l'Union européenne : la gouvernance à multi-niveaux.....	224
§1.	Le fondement du partenariat entre l'Union européenne et les collectivités locales turques.....	224
A.	Le partenariat entre les collectivités locales turques et l'Union européenne : une utopie ?	226
1.	La participation des collectivités locales au partenariat européen sous contrôle et encadrement de l'Etat turc.....	226
2.	Un partenariat encouragé par le Comité des régions.....	227
B.	Un partenariat fondamental du point de vue de la bonne gouvernance.....	228
1.	Le renforcement de la légitimité de l'action européenne dans le territoire turc	229
2.	Le renforcement de l'efficacité et l'efficience de l'action européenne dans le territoire turc	229

§2. Les contraintes liées à la réalisation du partenariat entre les collectivités locales et l'Union européenne	230
A. Les contraintes liées à la nature du modèle de la gouvernance à multi-niveaux	231
1. L'insuffisance de procédures formelles systématiques de participation dans la gouvernance à multi-niveaux	231
2. L'organisation interne des Etats membres : le rôle actif de l'Etat membre au sein de la gouvernance européenne et la diversité des collectivités infra-étatiques au sein de l'UE.....	233
B. Les contraintes internes.....	234
1. Le véritable rôle de l'Etat turc.....	235
2. Le mécanisme de participation insuffisant au sein des collectivités locales.....	236
Section II. La gouvernance à multi-niveaux en matière de la politique régionale européenne et les collectivités locales turques.....	238
§1. Du partenariat inexistant au partenariat insuffisant des collectivités locales.....	239
A. Un partenariat inexistant entre les administrations centrale- locale dans la politique nationale.....	239
1. Le plein pouvoir de l'Etat central en matière de politique régionale	240
2. L'exception turque en politique régionale : Le Projet d'Anatolie du Sud-Est (GAP)	241
B. La prise en considération du niveau local : l'adaptation aux exigences de l'UE	243
1. La réorganisation territoriale selon la technique NUTS	244
2. La compatibilité de la nomenclature NUTS avec la réalité de la réorganisation territoriale.....	245
§2. La remise en cause du rôle des collectivités locales turques en matière de politique régionale européenne.....	248
A. La réponse de l'exigence européenne en matière de la politique régionale : la création des agences de développement	248
1. L'adaptation institutionnelle : la création des agences de développement	249
2. Les agences de développement sont-elles un type des collectivités locales en Turquie ?	251
B. La compatibilité de la création des agences avec la réalisation d'une participation des collectivités locales à la politique régionale européenne.....	253
1. Les contraintes européennes	254
2. La place des collectivités locales au sein des Agences de développement	256
Conclusion du Chapitre II	259

TITRE II. VERS UNE INTEGRATION MATERIELLE DES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE	260
CHAPITRE I. L'INTEGRATION HORIZONTALE DES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES DANS L'UNION EUROPEENNE	260
Section I. Le cadre juridique de la coopération territoriale.....	262
§1. Le cadre juridique de la coopération transfrontalière en droit turc	263
A. Le rôle important du droit du Conseil de l'Europe	263
1. La convention cadre de Madrid	263
2. Le recours aux droits nationaux et les accords additionnels	264
B. La coopération territoriale en droit interne	265
1. Les conventions interétatiques et les relations politiques frontalières de la Turquie	266
2. Les instruments accordés aux collectivités locales	267
a. Un instrument juridique accordé aux communes turques : le jumelage	268
b. Le projet commun d'action et de service : un instrument inédit	270
3. Le plein exercice des compétences locales.....	271
§2. La coopération territoriale dans le droit de l'Union européen	273
A. La diversité des instruments européens non spécifiques	274
1. Les programmes relatifs à la politique européenne	274
2. Les Groupements Européens d'Intérêt Economique (GEIE)	276
B. Le Groupement européen de coopération territoriale (GECT)	277
1. Les variables dans le cadre d'un GECT	278
2. Le régime juridique du GECT.....	280
Section II. L'utilisation du GECT en droit turc : une solution envisageable pour le développement la coopération territoriale	281
§1. Le GECT : un outil facultatif pour les collectivités locales turques	281
A. L'utilisation du GECT par les collectivités locales turques	281
1. Le règlement n°1082/2006 et les collectivités locales turques	282
2. La problématique de l'utilisation de cet outil dans le droit des collectivités locales	283
B. Les contraintes liées à l'adaptation du GECT en droit turc.....	285
1. Le rôle primordial de l'Etat turc dans la coopération territoriale.....	285
a. Le contrôle strict exercé par l'autorité centrale	285
b. L'encadrement de la coopération territoriale par l'Etat turc.....	286
2. La crédibilité du GECT	287

§2. Vers l'utilisation du GECT par les collectivités locales : les apports bénéfiques	289
A. Les avantages de l'utilisation du GECT par les collectivités locales pour le développement de la coopération territoriale	289
1. Le GECT : une solution de coordination	291
2. Le GECT : une alternative pour pallier la carence de moyens.....	292
B. Les objectifs généraux.....	293
1. Le GECT : un outil pour la cohésion territoriale	293
2. Le GECT : un outil pour la gouvernance à multi-niveaux	294
Conclusion du Chapitre I.	295
CHAPITRE II. L'INTEGRATION VERTICALE DES COLLECTIVITES LOCALES TURQUES DANS L'UNION EUROPEENNE	295
Section I. La création d'une relation formelle possible entre les collectivités locales turques et les institutions européennes	296
§1. Les représentations des collectivités infra-étatiques au sein de l'Union européenne	296
A. La participation des collectivités infra-étatiques auprès du Conseil sous la casquette de représentant de l'Etat	297
1. La pratique des Etats membres.....	297
2. La participation hypothétique des collectivités locales turques au Conseil	298
B. Le Comité de régions : organe représentatif des entités infra-étatiques	300
1. Les missions du Comité des régions.....	301
2. Le Comité des régions : un vecteur de l'intégration verticale.....	304
§2. Le Comité des régions et les collectivités locales turques	305
A. La relation entre le Comité des Régions et les collectivités locales turques.....	305
1. Une relation directe peu efficace : le groupe de travail de Turquie	307
2. Vers une relation beaucoup plus étroite.....	308
B. L'importance de la création d'une relation directe entre les élus locaux turcs et le Comité des régions	310
1. La réalisation d'une volonté européenne vivante.....	311
2. La réalisation d'une réflexion européenne	311

Section II. La possibilité de recours aux voies informelles des collectivités locales turques au sein de l'Union européenne	312
§1. Le recours aux voies informelles des collectivités infra-étatiques au sein de l'Union européenne	313
A. Un lobbying au sein du droit de l'Union européenne	314
1. Le lobbying des collectivités infra-étatiques au sein de l'UE	314
2. La réglementation communautaire du lobbying	315
B. Le cadre de l'organisation informelle à Bruxelles.....	317
1. L'ouverture de bureaux de liaisons à Bruxelles	317
2. La représentation associative au niveau européen	318
§2. Le lobbying dans la vision des collectivités locales turques	319
A. La réalisation du lobbying par les collectivités locales turques au sein de l'Union européenne	320
1. Le fondement juridique de lobbying.....	321
2. Le lobbying des collectivités locales à Bruxelles	323
B. L'intérêt du lobbying des collectivités locales à Bruxelles.....	324
1. L'intérêt du lobbying turc auprès des institutions européennes pour les collectivités locales turques.....	325
2. L'intérêt du lobbying turc pour les institutions européennes	327
Conclusion du Chapitre II.	327
Conclusion du Titre II.	328
Conclusion de la Partie II.....	328
CONCLUSION GENERALE	331
BIBLIOGRAPHIE.....	337
I. LES OUVRAGES GENERAUX.....	337
II. LES OUVRAGES SPECIALISES –THESES – TRAVAUX COLLECTIFS – MELANGES.....	338
III. ARTICLES - COMMUNICATIONS - CHRONIQUES.....	342
IV. LES RAPPORTS.....	356
1. Les rapports de la Commission européenne	356
2. Les rapports et recommandation du Conseil de l'Europe	357
3. Divers rapports et études	358
V. LEGISLATION ET AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES	360
1. Droit de l'Union européenne.....	360
A. Règlements européens	360

B. Directives.....	362
C. Décisions et Résolutions	362
D. Communication de la Commission.....	363
E. Avis du Comité des régions	364
2. Droit du Conseil de l'Europe	365
3. Droit turc.....	366
VI. TABLE DE JURISPRUDENCES.....	367
1. Jurisprudences européennes et étrangères.....	367
2. Jurisprudences turques.....	369
A. Cour Constitutionnelle	369
B. Conseil d'Etat	369
C. Tribunaux administratifs	370
INDEX ALPHABETIQUE	371

BIBLIOGRAPHIE

I. LES OUVRAGES GENERAUX

- AKYILMAZ B., SEZGİNER M., KAYA C., *Türk İdare Hukuku*, Seçkin, Ankara, 2009, p. 202.
- ATAY E., *İdare Hukuku*, Ankara Turhan, 2006, 130 p.
- AUBY J.-B., AUBY J.-F., NOUGUELLOU R., *Les collectivités locales*, puf, 5^e éd., 2009, 395 p.
- AUTIN J.-L., RIBOT C., *Droit administratif général*, 5^e Ed., Litec, 2007, 415 p.
- CHAPUS R., *Droit administratif général*, 15^e Ed, Paris, Montchrestien, Coll. Précis Domat, 2001, 1427 p.
- BLUMANN C., DUBOUIS L., *Droit matériel de l'Union européenne*, Paris Montehrestein, 3^e éd., 2004, 613 p.
- BLUMANN C., Dubois L, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, Litec, 4. Ed., Paris, 2010, 828 p.
- DURAN L., *İdare Hukuku Ders Notları*, İstanbul, İÜHF Yayınları, 1982, 516 p.
- ERYILMAZ B., *Tanzimat ve Yönetimde Modernleşme*, İstanbul, İşaret Yayınları, 1992, 278 p.
- FRIER P.-L., PETIT J., *Précis de droit administratif*, 6. Ed., Paris, Montchrestien, 2010, 537 p.
- GÖZLER K., *İdare Hukuku*, Cilt I, Bursa, Ekin, 2009, 1419 p.
- GÖZLER K., *İdare Hukuku Dersleri*, 8. Basım, Bursa, Ekin, 2009, 863 p.
- GÖZÜBÜYÜK Ş., TAN T., *İdare Hukuku Genel Esaslar*, Cilt 1, Ankara, Turhan Kitabevi, 2006, 1037 p.
- GÜNDAY M., *İdare Hukuku*, 10. Ed., Ankara, İmaj Yayıncılık, 2015, 688p.
- KELEŞ R., *Yerinden Yönetim ve Siyaset*, 8. Ed., İstanbul, Cem Yayınevi, 2012, 605 p.
- MARDIN S., *Türk Modernleşmesi*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1992, 366 p.
- NADAROĞLU H., *Mahalli İdareler*, 7. Ed., İstanbul, Beta Yayınevi, 2001, 275 p.
- ONAR S.S., *İdare Hukukunun Umumi Esasları*, Cilt II, İstanbul, 1966, 622 p.
- ÖZAY İ.-H., *Günışığında Yönetim*, İstanbul, Filiz Kitabevi, 2004, 1037 p.
- YAYLA Y., *İdare Hukuku*, İstanbul, Beta Yayınevi, 2009, 497 p.
- YILDIRIM T., YAŞIN M., KARAN N., ÖZDEMİR H.-E., ÜSTÜN G., TEKİNSOY O., *İdare Hukuku*, İstanbul, On İki Levha Yayıncılık, 2012, 1000 p.
- YILDIRIM R., *İdare Hukuku Dersleri 1*, Güncelleştirilmiş 4. Ed., Konya, Mimoza Yayınları, 2012, 426 p.

II. LES OUVRAGES SPECIALISES –THESES – TRAVAUX COLLECTIFS – MELANGES

- ALBERT N., *Performance et droit administratif*, Coll. Et débats, Paris, Litec, 2009, 306 p.
- AYTAÇ F., *Açıklamalı Köy Kanunu, Köy İdaresi Hakkında Bilgiler*, 5. Ed., Ankara, Seçkin Yayınevi, 2009, 344 p.
- ATASOY V., *Türkiye’de Yerel Yönetimlerin Yapısı ve Yeniden Düzenlenmesi*, İstanbul, Türk Dünyası Araştırma Vakfı, 1992, 272 p.
- BAYRAKTAR U. et MASSICARD E., *La décentralisation en Turquie*, Focales n°7, Paris, Agence française de développement, 2011, 103 p.
- BIDEGARAY C., (dir.), *L’Etat autonome : forme nouvelle ou transitoire en Europe*, Economica, coll., 1994, 204 p.
- BOURDON J., PONTIER J.-M., RICCI J.-C., *Droit des collectivités territoriales*, 2. Ed., P.U.F., 1998, 736 p.
- BOUINOT J., *La nouvelle gestion municipale, comptabilité et management d’une commune*, Ed. Cujas, 1977, 264 p.
- BOULET M., *Les collectivités territoriales françaises dans le processus d’intégration européenne*, Paris, L’Harmattan, 2011, 761 p.
- BOUVIER M., ESCLASSAN M-C, *Le système communal, État actuel et virtualités de la gestion financière des communes*, Paris, LGDL, 1981, 295 p.
- BOUVIER M., *Introduction au droit fiscal et à la théorie de l’impôt*, 4. Ed., LGDJ, Collection systèmes, 2001, 217 p.
- BOUVIER M., *Les finances locales*, 18. Ed., LGDJ, collection système, 2020, 288 p.
- BRISSON J.-F. (dir.), *Les transferts de compétences de l’État aux collectivités territoriales*, Paris, L’Harmattan, 2009, 593 p.
- BULUT Y., EREN V., KARAKAYA S., AYDIN A. (dir.), *Kurumdan Uygulamaya Yerel Yönetimler ve Kentsel Politikalar*, Ankara, Pegem Akademi, 2013, 954 p.
- CANATAN B., *Yerellik İlkesi*, Ankara, Galeri Kültür Yayınevi, 2001, 154 p.
- CASTRIC O., *Quel partenariat pour les régions de l’Union européenne?*, Ed. Apogée, Rennes, 2002, 424 p.
- COMBEAU P. (dir.), *Les contrôles de l’Etat sur les collectivités territoriales aujourd’hui*, Paris, L’Harmattan, 2007, 382 p.
- CONSTANTINESCO V., KOVAR R., SIMON D., *Traité sur l’Union européenne, Commentaire article par article*, Economica, 1995, 1000 p.
- ÇELEBİ T., *Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı ve Türkiye’de İdari Vesayet Uygulamasının Değerlendirilmesi*, Ankara Üniversitesi, Mémoire non publié, 2003, 142 p.
- CHARPENTIER J. et ENGEL C. (dir.), *Les régions de l’espace communautaire*, Presses universitaires de Nancy, coll. Cap Europe, 1992, 281 p.
- DELMAS-MARTY M., *Critique de l’intégration normative L’apport du droit comparé à l’harmonisation des droits*, puf, 2004, 330 p.

- DENIZEAU C., *L'idée de puissance publique à l'épreuve de l'Union européenne*, Paris, LGDJ, Coll. Thèses- Bibliothèque de droit public, 2004, 704 p.
- DİNÇER Ö., YILMAZ C., *Kamu Yönetiminde Yeniden Yapılanma I : Değişimin Yönetimi İçin Yönetimin Değişimi*, Ankara, TC Başbakanlık Yayınları, 2003, 170 p.
- DOAT M., *Recherche sur la notion de collectivité locale en droit administratif français*, LGDJ, Coll. Bibliothèque de droit public, Tome 230, 2003, 317 p.
- DUPEYRON B., *L'Europe au défi de ses régions transfrontalières Expérience rhénane et pyrénéenne*, Peter Lang, Bern, 2008, 259 p.
- DURAND F., *Les collectivités territoriales et l'Europe : la place des autorités locales et régionales dans la construction européenne*, Thèse Paris I, 1997, 767 p.
- EMREALP S., *Türkiye Yerel Gündem 21 Programı : Yerel Gündem 21 Uygulamalarına Yönelik Kolaylaştırıcı Bilgiler El Kitabı*, İstanbul IULA-EMME (UCLG-MEWA) Yayını, 2005, 142 p. <http://www.umraniye.bel.tr/images/kentkonseyi/YG21%20El%20Kitabi.pdf>.
- ERYILMAZ B., *Yerel Yönetimlerin Yeniden Yapılanması*, İstanbul, Birleşik Yayıncılık, 1997, 214 p.
- FOURNIE F., *Recherches sur la décentralisation dans l'œuvre de Maurice Hauriou*, LGDJ, 2005, 656 p.
- GOUDIN J.-P., *Gouverner par contrat*, 2. Ed., Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2007, 280 p.
- GÖNÜL M., *Yerel Yönetim Birlikleri*, Ankara, TODAİE, 1977, 236 p.
- GÜLER B.-A., *Yerel Yönetimler : Liberal Açıklamalara Eleştirel Yaklaşım*, TODAİE, 2. Ed., 1998, 380 p.
- GÜLER B.-A., *Hükümetin 8 Ekim 2012 Günlü Bütünşehir Yasa Tasarısı Üzerine*, <http://www.yayed.org>, 2012, 225 p.
- GÜLER B.-A., *Bütünşehir Belediyesi*, TBMM Komisyon Konuşmaları, 12 Kasım 2012, Ankara.
- GÜNAL E., *Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı Bağlamında Türkiye'de Yerel Yönetimlerin Özerkliği Sorunu*, Çanakkale Onsekiz Mart Üniversitesi, Mémoire non publié, Çanakkale, 1997.
- HAMAMCI C., *Merkezi Yönetim- Yerel Yönetim Ekseninde Belediyelerimizin Yapısı ve Demokratikleşme Eğilimi*, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Thèse non publiée, 1981.
- HEICHLINGER A., *Une représentation régionale à Bruxelles : un choix judicieux pour influencer sur l'élaboration de la politique européenne ? Current European Issues*, Maastricht, Institut Européen d'Administration Publique, 1999, 34 p.
- HOUSER M., *L'intervention de l'Etat et la coopération entre les communes*, Paris, L'Harmattan, 2009, 592 p.
- İNALCIK H., SEYİTDANLIOĞLU M. (dir.), *Tanzimat, Değişim Sürecinde Osmanlı İmparatorluğu*, Ankara, Phonix, 2006, 826 p.
- JACQUE J.-P., *Droit institutionnel de l'Union européenne*, Paris, Dalloz, Coll. Cours droit public, 4. Ed., 2006, 779 p.

- JOYAU M., *De l'autonomie locale, de collectivités territoriales - Essai sur la liberté du pouvoir normatif local*, Paris, LGDG, Coll. Bib de droit public, T 198, 1999, 362 p.
- KADA N., *Les collectivités territoriales dans l'Union européenne Vers une Europe décentralisée ?*, Grenoble, PUG, 2010, 189 p.
- KALABALIK H., *Avrupa Birliđi Ülkeleriyle Karşılaştırmalı Yerel Yönetim Hukuku, Teori-Uygulama*, Ankara, Seçkin Yayıncılık, 2005, 885 p.
- KARAASLAN M., *Türkiye'de Yerel Yönetimlerin Özerkliği ve Denetimi*, Ankara Üniversitesi SBE Kamu Hukuku, Thèse non publié, 2007. 337 p.
- KARAASLAN M., *Özerklik ve Denetim Açısından Yerel Yönetimler Reformu*, Ankara, Turhan Kitabevi, 2008, 302 p.
- KAVRUK H., ERDEM T., ÖZTAŞ N., KELEŞ İ., PUSTU Y., AKTÜRK B., *Türkiye'de Köy Yerleşimi ve Yöntemi - Köy Sorunları Araştırması*, Ankara, TODAİE, 2012, 309 p.
- KAVRUK H., *Köy ve Mahalle : Yerleşim ve Yönetim Birimi*, Ankara, Odak Yayınları, 2004, 334 p.
- KÖSECİK M., AKBAŞ İ., *AB Mali Yardımları ve Türkiye'de Desteklenen Yerel Yönetim Projeleri*, Ankara, Gazi Kitabevi, 2009, 258 p.
- KURAN A.-B., *İnkılap Tarihimiz ve Jön Türkler*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 2000, 461 p.
- LABAYLE H. (dir.), *Vers un droit commun de la coopération transfrontalière ?*, Actes de la journée d'études du RENTI du 16 septembre 2005, Bruxelles, Bruylant, 2006, 267 p.
- LEJEUNE Y., (dir.), *Le droit des relations transfrontalières entre autorités régionales ou locales relevant d'Etats distincts. Les expériences franco-belge et franco-espagnole*, Bruxelles, Bruylant, Coll. RENTI, 2005, 213 p.
- LEVRAT N., *Le droit applicable aux accords de coopération transfrontière entre collectivités publiques infra étatiques*, Paris, PUF, novembre 1994, 485 p.
- LEVRAT N., *Europe et ses collectivités territoriales – Réflexions sur l'organisation et l'exercice du pouvoir territoriales dans un monde globalisé*, Bruxelles, PIE Peter Lang, Coll. Cité européenne, 2005, 304 p.
- LEVRAT N., *Etude réalisée en faveur du Comité des Régions, le Groupement européen de coopération européenne*, CDR117-2007_ETU, janvier 2007, 304 p.
- LUBAC J.-C., *Recherche sur les problèmes juridiques de la coopération internationale des collectivités territoriales*, Thèse, Toulouse 1, 2005, 596 p.
- MALO L., *Autonomie locale et Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2010, 719 p.
- MONJAL P.-Y., *Droit européen des collectivités locales*, L.G.D.J., 2010, 202 p.
- MONTABONE B., *L'Union européenne et la Turquie Les enjeux d'un développement régional*, Presses Universitaire de Rennes, 2013, 236 p.
- NACAĞ O., *Avrupa Birliđi Sürecinde Türkiye'de Yerel Yönetimlerin Demokratikleşmesi ve İdari Denetim*, Kırıkkale Üniversitesi, Mémoire non publié, 2007, 174 p.

- NALBAT A., *Üniter Devlet Bölgeselleşmeden Küreselleşmeye*, İstanbul, Kredi Yayınları, 1997, 376 p.
- NDEDI A., *Manuel sur l'élaboration des budgets programmes : Budget programme et croissance économique*, éd. Universitaires européennes, 2014, 404 p.
- NONON J., CLAMEN M., *L'Europe et ses couloirs, Lobbying et lobbyistes*, Paris, Dunod, Coll. Dunod Masson Ho, 1991, 268 p.
- NOUREAU A., *L'Union européenne et les collectivités territoriales*, Université de La Rochelle, Thèse non publié, 2011, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00590966>, p.741.
- OHTAMIŞ E., *Avrupa Birliği Sınırötesi İşbirliği Programları Yönetim Yapıları ve Türkiye Uygulamaları*, Ankara, DPT Uzmanlık Tezleri, 2008, 265 p.
- ORTAYLI İ., *Tanzimattan Cumhuriyete Yerel Yönetim Geleneği*, İstanbul, Hil Yayınları, 1985, 222 p.
- ORTAYLI İ., *Osmanlı'yı Yeniden Keşfetmek*, Timaş Yayınevi. 2012, 190 p.
- ÖZGÜR H., KÖSECİK M. (dir.), *Yerel Yönetimler Üzerine Güncel Yazılar-2: Uygulama*, Ankara, Nobel Yayınları, 2007, 788 p.
- ÖZER B., ŞEKER G., (dir.) *Yerel ve Bölgesel Kalkınma: Küresel ve Yerel Bakış Açıları*, 2002, 263 p.
- ÖZER Y.-E., *Bölgesel Kalkınma Ajanslarının Yapılanması ve İşlevselliği: İzmir ve Çukurova Örnekleri*, Bursa, Ekin Basın Yayın, 2009, 320 p.
- ÖZİŞİK F.-U., *L'Européanisation de la politique de développement régional en Turquie*, IEP d'Aix en Provence, Thèse non publiée, 2012, 411 p.
- ÖZTÜRK A., *21. Yüzyıl Türkiye'si İçin Yerel Yönetimler Modeli*, İstanbul, Ümraniye Belediyesi Kültür Yayınları, 1997, 228 p.
- PARLAK B., ÖZGÜR H. (dir.), *Avrupa Birliği ile Bütünleşme Sürecinde Türkiye'de Yerel Yönetimler*, Bursa, Alfa Yayınevi, Ekim 2002, 385 p.
- PONTIER J.-M., *L'Etat et les collectivités territoriales. La répartition des compétences*, LGDJ, 1978, 630 p.
- PORTAL E., *La planification stratégique dans les collectivités territoriales françaises Analyse empirique et essai de typologie*, L.G.D.J, 2002, 360 p.
- PRIOLLAUD F.-X., SIRITZKY D., *La Constitution européenne- Texte et communautaire*, Paris, La Documentation française, Paris, La documentation Française, 2005, 510 p.
- REY V., COUDROY DE LILLE L., BOULINEAU E. (dir.), *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 2004, 246 p.
- RODRIGUES-GARCIA S., *Complexité territoriale et aménagement de l'intercommunalité française au sein de l'Union européenne*, Paris, L'Harmattan, 2002, 274 p.
- SABUKTAY A., *Yerel Yönetimler Reformu Destekleme Programı Kitap Dizisi 3, Yerel Yönetimlerde İşbirliği ve Katılım*, TODAİE Yayını n°336, Yerel Yönetimler Araştırma ve Eğitim Merkezi Yayını n°21, Haziran 2007, 120 p.

- SAĞBAŞ I., ÇALIŞKAN A., GÜRLER-HAZMAN G., ERİN M.-Z., *Yerel Yönetimlerde Performans Ölçümleri Teori ve Uygulama Örnekleri*, Ankara, Seçkin Yayınevi, 2011, 181 p.
- SANCHEZ-SCHMID M.-T., *Rapport sur l'objectif 3: un défi pour la coopération territoriale - le futur agenda de la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale, 2010/2155(INI)* du 11/04/2011.
- SAVARY G., *L'Europe va-t-elle démanteler les services publics ?*, Coll. Monde en cours, Ed. de l'Aube, 2005, 224 p.
- TAMER M., *Bölge Valiliği*, Ankara, Tamer Ofset, 1994, 176 p.
- TARAKLI D., *Otuzbeş Yıl Sonra Tokat İlinin Kızık Köyü*, Ankara, ODTÜ Mimarlık Fakültesi Yayını, 1994, 214 p.
- TBB İller ve Belediyeler Dergisi, *Uluslararası Belediye İşbirlikleri ve Birliğimizin Rolü*, n°776, Aralık 2012, 27 p.
- TEK H., *Le système territorial turc et l'enjeu de l'intégration européenne*, IEP de Grenoble, Thèse non publiée, 2010, 393 p.
- TEKELİ İ., İLKİN S., *Avrupa Birliği Türkiye ve Yerellik*, 2. Ed., İstanbul, IULA – EMME Yayıncılık, Birleşmiş Kentler ve Yerel Yönetimler Ortadoğu ve Batı Asya Bölge Teşkilatı, 2005, 181p.
- TOKSÖZ F., *Avrupa Birliği ve Türkiye'de Yerel Yönetim*, Ankara, TBB, 2011, 152 p.
- TURAN M., *Bölge Kalkınma Ajansları Nedir, Ne Değildir?*, Ankara, Paragraf Yayınevi, 2005, 310 p.
- ULUSOY A., AKDEMİR T., *Mahalli İdareler*, 8. Ed., Ankara, Seçkin Yayıncılık, 2010, 480 p.
- VAYSSIERE B., *Groupes des pression en Europe : Europe des citoyens ou Europe des intérêts?*, Paris, Privat, Coll. Questions d'histoire immédiate, 2002, 125 p.
- VERPEAUX M., *Les collectivités territoriales en France*, 3. Ed, Paris, Dalloz, Coll. connaissance du droit, 2006, 174 p.
- VUILLERMOZ R., *La Belgique, l'Espagne, et l'Italie face à l'intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, coll. de l'Institut d'études européenne, 2003, 701 p.

III. ARTICLES - COMMUNICATIONS - CHRONIQUES

- ACAR A., SEVİNÇ İ., « Avrupa Birliği SIGMA Programı'nın Türk Kamu Yönetimine Yansımaları », *Atatürk Üniversitesi İİBF Dergisi*, Cilt 25, Sayı 2, 2011, pp. 1-12.
- ADIGÜZEL Ş., « 6360 Sayılı Yasa'nın Türkiye'nin Yerel Yönetim Dizgesi Üzerine Etkileri : Eleştirel Bir Değerlendirme », *Toplum ve Demokrasi*, 6 (13-14), 2012, pp. 153-176.
- AÏSSAOUI H., « L'élargissement européen au prisme des fonds structurels : Vers une européanisation de la gestion publique du territoire en Pologne », *Politique européenne*, n° 15, hiver 2005, pp. 61-84.

- AKILLI H., « Sulama Birlikleri Kanunu'nun Üretici Katılımı ve Mali Sorunlar Bağlamında Değerlendirilmesi », *Amme İdaresi Dergisi*, Cilt 47, Sayı 4, Aralık 2014, pp. 161-184.
- AKIN C., « Türkiye'de Yerel Özerkliğin Anlamı », *Türk İdare Dergisi*, Yıl 69, Sayı 414, 1997, pp. 111-124.
- AKSU İ.-F., « On Üç İlde Büyükşehir Belediyesi ve Yirmi Altı İlçe Kurulması İle Bazı Kanun ve Kanun Hükmünde Kararnamelerde Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun » *Siyaset, Hukuk ve Yönetim Araştırma Merkezi*, TASAV Bilgi notu, 2012, pp. 1-16.
- AL H., « Kamu Yönetimi Temel Kanunu Yasa Tasarısı », *Liberal Düşünce*, Kış 2004, pp. 183-197.
- ALODALI F. B., ÖZCAN L., ÇELİK F., USTA S., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı ve Türkiye'de Belediyelerde Özerklik », *Selçuk Üniversitesi Karaman İİBF Dergisi, Yerel Ekonomiler Özel Sayısı*, Mayıs 2007, pp. 1-11.
- ALLEMAND R., « Les modalités du contrôle administratif des actes locaux dans six Etats de l'Union Européenne », *RFDA*, 2008, pp. 287-295.
- ALTAY E., « Danıştay'ın İdari Görevleri ve Kararları », *TBB Dergisi*, Sayı 56, 2005, pp. 189-238.
- ALTINTAŞ A., KOCABEY M., « Belediyelerde İç Kontrol Uygulamaları ve Karşılaşılan Sorunlar », *Dış Denetim*, Nisan-Mayıs-Haziran 2011, pp. 39-46.
- ALTINTAŞ A., « Mahalli İdarelerde Performans Yönetimi ve Riskleri », *Sayıştay Dergisi*, Sayı 69, Nisan-Haziran 2008, pp. 3-16.
- ARIKAN Y.-E., « Bütünleşen Avrupa'da Yerel Yönetimler », *Görüş*, Mart 2004, pp. 38-51.
- ARIKBOĞA E., « Büyükşehir Belediye Modeli ve Reform », *Marmara Sosyal Araştırmalar Dergisi*, Sayı 2, Haziran 2012, pp. 3-32.
- ARMAĞAN S., « 1982 Anayasası'nda Uluslararası Andlaşmaların İmzalanması ve Onaylanması Sistemi » http://www.anayasa.gov.tr/files/pdf/anayasa_yargisi/anayargi/armagan.pdf, pp. 340-360.
- ATMACA Y., « Optimal Belediye Büyüklüğü ve Yeni Büyükşehir Belediye Yasası », *Çankırı Karatekin Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, Cilt 3, Sayı 2, 2013, pp.168-184.
- AUBELLE V., « La commune, échelon de proximité, une mystification ? », *Pouvoirs locaux*, n° 83, décembre 2009, pp. 75-78.
- AUBIN E., « Contrôle administratif de légalité, différents types de contrôles », *Juris Classeur collectivités territoriales*, fascicule n° 911, avril 2010.
- AUBY J.-B., « L'Europe et la décentralisation », *RFD*, n°1, septembre 1995, pp. 16-25.
- AUDEOUD O., « Les collectivités infra étatiques dans la vie internationale », *in L'Etat souverain à l'aube du XXIeme siècle*, Paris, SFDI, Pédone, 1994, pp. 139-169.
- AUTEXIER C., « Le cadre juridique de l'action extérieure des régions », *RFDA*, 1986, pp. 568-579.
- AUTEXIER C., « L'action extérieur des collectivités locales françaises dans le cadre européen », *Encyclopédie Dalloz, Droit des collectivités locales*, fasc.4408-18, 1996.

- AVANER T., « BKA Siyasal Rejim Sorunu Yaradır mı? », in TURAN M. (dir.), *Bölge Kalkınma Ajansları Nedir, Ne Değildir?*, Ankara, Paragraf Yayınevi, 2005, pp. 239-263.
- AYDEMİR S. R., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartının Işığı Altında Türk Yerel Yönetimleri », *Mevzuat Dergisi*, Yıl 4, Sayı 45, Eylül 2001, pp. 1-10.
- AYGEM M. « Kent Konseylerinin Kent Yönetimine Katkıları Üzerine Bir İnceleme : Elazığ Örneği », *International Journal of Social Science*, n°29, 2014, pp. 217-236.
- BAFOIL F. et GORAK GIQUEL B., « Les coopérations transfrontalières à l'épreuve de l'Union européenne. Une comparaison Europe central-Turquie », *Les études du CERL*, n° 156, juillet 2009, pp. 1-37.
- BALCI A., « Türk Kamu Yönetimi Sisteminin AB Normlarına Uyumlaştırılması », in UZUN T., ÖZEN S., (dir.), *Avrupa Birliği Sürecinde Türkiye*, Ankara, Seçkin Yayıncılık, 2004, pp.113-127, 332p.
- BALCI A., « Türkiye AB İlişkileri Perspektifinden Kamu Yönetimi Sisteminin Yeniden Yapılandırılması », *Amme İdaresi Dergisi*, Cilt 38, Sayı 4, 2005, pp. 23-37.
- BARLAS E., KARAGÖZ B., « Subsidiarite İlkesi : Kavramsal Bir Çerçeve », *Sosyal Bilimler Araştırmalar Dergisi*, Cilt 2, Sayı 1, 2007, pp. 155-174.
- BAYRAMOĞLU, S. « Türkiye'de Bölgesel Politikaların Gelişimi », in M. Turan (dir.), *Bölge Kalkınma Ajansları Nedir Ne Değildir ?*, Ankara, Paragraf Yayınevi, 2005, pp. 35-120.
- BIANCARELLI J., « CEE et collectivités territoriales. La dynamique institutionnelle », *AJDA*, 1991, pp. 835-846.
- BIANCARELLI J., « La dynamique institutionnelle », *AJDA*, 12, 1991, pp. 835-845.
- BON P., « L'accès des collectivités locales au juge constitutionnel » in *Mélanges en l'honneur de Jean Claude Douence, La profondeur du droit local*, Dalloz, 2006, p. 45-70.
- BOTTINI F., « L'impact du *New public management* sur la réforme territoriale », *RFDA*, 2015, p.717.
- BOULINEAU E., SUCIU M., « Décentralisation et régionalisation en Bulgarie et en Roumanie. Les ambiguïtés de l'eupéanisation », *L'Espace géographique*, 4, 2008, pp. 349-369.
- BOUZEL J.-C., « L'action extérieure des collectivités territoriales », *RA.*, n° 238, 1987, pp. 373-374.
- BOZKURT Ö., « Avrupa Birliği Süreci ve Kamu Yönetimi », *Küreselleşme ve Avrupa Birliği Sürecinde Türk Kamu Yönetimi Sempozyumu, Türk Parlamenterler Birliği*, Ankara, 2002.
- BOZTEPE M., « Anayasa Mahkemesi Kararları Işığında Yerel Yönetimlerin Meclis Kararları Üzerinde Vesayet Denetimi », *Akademik Araştırmalar ve Çalışmalar Dergisi*, Cilt 6, Sayı 10, Mayıs 2014, pp. 94-110.
- BRISSON J.-F., « Les nouvelles clefs constitutionnelles de répartition matérielle des compétences entre l'Etat et les collectivités locales », *AJDA*, n°11/2003, 24/03/2003, pp. 529-539.

- BÜLENT S., « Yasa Önünde Eşitlik İlkesi », *Amme İdaresi Dergisi*, Cilt 27, Sayı 3, 1994, pp. 13-25.
- CABANNES A. et ROBBES A., « La coopération décentralisée : comment s'extraire des contingences de l'intérêt public local ? », *AJDA*, 2005, pp. 593-602.
- ÇAĞDAŞ T., « Türkiye'de Yerel Yönetimlerde İdari Özerklik », *Marmara Üniversitesi İİBF Dergisi*, Cilt 30, Sayı 1, 2011, pp. 391-416.
- ÇAĞLAR S., « Anayasa Mahkemesi Kararlarında Eşitliğin Dar Yorumu », *Ankara Barosu Dergisi*, 2012/3, pp. 41-86.
- CALS S., « De la simplification des structures intercommunales : entre échecs et espoirs », *RFDA*, n°1, janvier-février 2004, pp. 31-41.
- ÇELİKİYAY H., TURGUT S.-R., « Avrupa Birliği Perspektifinde İstanbul Büyükşehir Belediyesi'nin Yönetişim Dinamikleri », *Gazi Üniversitesi İİBF Dergisi*, Cilt 13, Sayı 3, 2011, pp. 25-56.
- CONDORELLI L., LEVRAT N., « Les régions d'Europe : des espaces de paix et de prospérité », in. Conseil de l'Europe, CPLRE, *La régionalisation en Europe : bilan et perspectives Actes, Genève, 3-5 juin 1993*, Etudes et Travaux, n°35, Strasbourg, Service de l'Édition et de la Documentation, 1994, pp. 216-242.
- CANPOLAT H., « Türk Yerel Yönetim Sisteminde Ölçek Reformları ve 5747 Sayılı Kanunla İlgili Yargı Kararlarının Değerlendirilmesi », *Türk İdare Dergisi*, Sayı 467, Haziran 2010, pp. 79- 113.
- CANPOLAT H., « İl Düzeyinde Stratejik Planlama ve Sivas İli Uygulamalarının Değerlendirilmesi », *Maliye Dergisi*, Sayı 159, Temmuz-Aralık 2010, pp. 1-20.
- CAUTRES B. et MONCEAU N., « L'eurosepticisme face à l'adhésion de la Turquie à l'UE Les opinions publiques européennes et turque », *Congrès AFSP Toulouse 2007 Table ronde 5¹ SEPTEMBER* "Les résistances à l'intégration européenne" *Session I*, pp. 1-27.
- CLAMEN M., « Lobbies et lobbying : Bruxelles sous influence », *Regards sur l'actualité*, Paris, La Documentation française, avril 1997, n° 230, pp. 3-12.
- CHAPUISAT J., « La répartition des compétences, commentaire de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements les régions et l'Etat », *AJDA*, 1983, pp. 81-101.
- CHEVALLIER J., « La gouvernance, un nouveau paradigme étatique ? », *Revue française d'administration publique*, n°105-106, 2003/1, pp. 203-217.
- ÇOLAKOĞLU E., « Kırsal Kalkınmaya Bir Çözüm Önerisi Olarak Köy-Kent », *ZKÜ Sosyal Bilimler Dergisi*, Cilt 3, Sayı 6, 2007, pp. 187-202.
- COLLY F., « CEE et finances des collectivités locales », *AJDA*, 1991, pp. 861-868.
- CROUZATIER-DURAND F., « L'expérimentation locale (loi organique du 1 er août 2003) », *RFDA*, n°1, janvier février 2004, pp. 21-28.
- D'ARGENT P., « La nature juridique des partenaires à la coopération transfrontalière », in Y. Lejeune, (dir.), *Le droit des relations transfrontalières entre autorités régionales ou locales relevant d'Etats distincts. Les expériences franco-belge et franco-espagnole*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 77-94.

- DECHAUX R., LETURCQ A. et LE QUINIO A., « Compte rendu des discussions et débats », in *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Autonomie régionale et locale et constitutions - La répartition des compétences normatives entre le parlement et le gouvernement, 22-2006, 2007, pp. 459-524.
- DECAUX E., « La convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités locales », *RGDIP*, 1984, pp. 557-620.
- DEGRON R., « Le groupement européen de coopération territoriale : consécration des euro régions ? », *AJDA*, 14/07/2008, pp. 1373-1377.
- DELCAMP A., « La décentralisation française et l'Europe », *Pouvoirs-Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°60, 1992, pp. 149- 160.
- DELCAMP A., « Principe de subsidiarité et décentralisation », *RFDC*, n° 23, 1995, p. 609-624.
- DELCAMP A., « La Charte européenne de l'autonomie locale et son système de contrôle », *Annuaire des collectivités locales*, 1999, pp. 139-172.
- DELPEREE F., « Les collectivités locales et l'Europe » in *Autonomie locale et Constitution, XVII e Cours internationale de justice constitutionnelle, Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, 2005, pp. 315-351.
- DEMİRCİ GÜNEŞER A., « Farklı Ülkelerde Bölge Kalkınma Ajansları », in M. Turan (dir.), *Bölge Kalkınma Ajansları Nedir Ne Değildir ?*, Ankara, Paragraf Yayınevi, 2005, pp. 181-196.
- DEMİRCİ GÜNEŞER A., « Bölgesel Kalkınma Ajansları », *Kamu Yönetimi Dünyası Dergisi*, Sayı 15, Temmuz-Eylül 2003, pp. 16-20.
- DEMİRÖZ N.-A., « Bölge Valiliği Üzerine », *Amme İdaresi Dergisi*, Cilt 4, Sayı 24, 1990, pp. 55- 70.
- DERDİMAN R.-C., « Türkiye'de Büyükşehir Belediyelerinin ve Bu Belediyelerin Yapılarındaki Yeni Değişikliklerin Anayasaya Uyumu Sorunu », *S.D.Ü Hukuk Fakültesi Dergisi*, Cilt 2, Sayı 1, 2012, pp. 51-87.
- DEROSIER J.-P., « La dialectique centralisation/ décentralisation, Recherches sur le caractère dynamique du principe de subsidiarité », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 59 n°1, 2007. pp. 107-140.
- DIALLO I., « L'avenir du déféré préfectoral en droit public français », *AJDA*, n° 44/05, 2005, pp. 2438-2444.
- DIDIER S., GUILLERM M. « Déféré préfectoral en matière contractuelle : une profonde mutation contrats publics », *CP-ACCP*, n° 123, juillet-août 2012, pp. 57-59.
- DOĞRUSÖZ B.-A., « Yargı Kararları Işığında Vergilerin Kanuniliği İlkesi Açısından Türk Vergi Mevzuatının İncelenmesi », *Marmara Üniversitesi Maliye Araştırma ve Uygulama Merkezi*, Yayın n° 12, 2000, pp. 137-138.
- DOLEZ B., « Le régime juridique de la coopération décentralisée après l'adoption de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire », *RFDA*, septembre-octobre 1995, pp. 936-945.
- DOUENCE J.-C., « Réflexion sur la vocation générale des collectivités locales à agir dans l'intérêt public local », in *Quel avenir pour l'autonomie des collectivités locales ?* Paris, de l'Aube, 1999, pp. 317-342.

- DRAGOS D.-C., NEAMTU B., « La réforme de l'administration publique locale en Roumanie : Tendances et obstacles », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, Vol 73, 2007/4, pp. 699-720.
- DUBOS O., « Droit Administratif et droit communautaire », *J. Cl. Administratif*, Fasc. 24, 2007.
- DUPUY P.-M., « La coopération régionale transfrontalière et le droit international », *AFDI*, 1977, pp. 837-860.
- ECKLY P., « Le droit de la coopération transfrontalière », in RISCH, P. (coord.), *Guide juridique de la coopération transfrontalière*, Strasbourg, PUS, 1995, pp. 9-49.
- ERENÇİN A., « Belediyenin Görevleri Üzerine », *ÇYYD*, Cilt 15, Sayı 1, Ocak 2006, pp.17-29.
- FALCONE V., « L'impact des avis du Comité des Régions sur le processus décisionnel communautaire » in BOURRINET J. (dir.), *Le Comité des Régions de l'Union européenne*, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires, Université d'Aix-Marseille III, Jean Vergès, Coll. Coopération et Développement, 1997, pp. 183-190.
- FAURE B., « Le droit administratif des collectivités locales et la concurrence », *AJDA*, 2001, pp. 136-142.
- FAURE B., « Les relations paradoxales de l'expérimentation et du principe d'égalité, A propos de la décision n° 2004-503 DC du 12 août 2004, loi relative aux libertés et responsabilités locales », *RFDA*, 2004, pp. 1150-1156.
- FERAL P.-A., « Le comité des régions de l'Union européenne, du traité de Maastricht au traité d'Amsterdam », *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, n°1, 1998, pp. 77-105.
- FERAL H., FERAL P.-A., « Le Comité des Régions, un organe à renforcer dans l'Union européenne et à dupliquer en France », *JCP/A*, n°25, 2004, pp. 815-821.
- GAUDIN H. (dir.), « L'État membre de l'Union européenne », *Annuaire de Droit Européen*, vol. II, Bruxelles, Bruylant, 2004, pp. 3-256.
- GINTRAD E., « La liberté contractuelle des collectivités territoriales locales et le droit de la concurrence », in AUBY J.-B. et FAURE B. (dir.), *Les collectivités locales et le droit-Les mutations actuelles-Les mutations actuelles*, Paris, Ed. de l'Aube, 1999, pp. 259-268.
- GOEHRS M., « Le groupement européen de coopération territoriale (GECT), outil contractuel de régulation territoriale », *Jurisdoctrina*, n° 9, 2013, pp. 85-109.
- GÖYMEN K., « Türk Yerel Yönetiminde Katılımcılığın Evrimi : Merkeziyetçi Bir Devlette Yönetişim Dinamikleri », *Amme İdaresi Dergisi*, Cilt 32, Sayı 4, 1999, pp. 67-83.
- GÖZLER K., « 6360 Sayılı Kanun Hakkında Eleştiriler : Yirmi Dokuz İlde İl Özel İdareleri ve Köylerin Kaldırılması ve İlçe Belediyelerinin Büyükşehir İlçe Belediyesi Hâline Dönüştürülmesi Anayasamıza Uygun mudur ? », *Legal Hukuk Dergisi*, Cilt 11, Sayı 122, Şubat 2013, pp. 37-82.

- GRASLAND C., « Les inégalités régionales dans une Europe élargie », in CHAVANCE B. (dir.) *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 181-214.
- GUILLOUD L., « Le Comité des Régions, un organe paradoxal de l'Union européenne », *RMCE*, n° 532, octobre-novembre 2009, pp. 582-586.
- GÜL M., « Türkiye'de Belediyelerin Dış Borçlanması », *Sayıştay Dergisi*, Sayı 74-75, 2009, pp. 97-115.
- GÜLER B.-A., « Bölge Kalkınma Ajansları Nedir, Ne Değildir? », *Memleket Mevzuat*, Şubat 2006/2, pp. 25-27.
- GÜLER B.-A., « Avrupa ve Yerel Yönetimlerin Anayasal Konumu Avrupa Bölgesel ve Yerel Yönetimler Kongresi'nin Anayasa Değişikliği İstekleri », *Genel-İş Emek Araştırma Dergisi*, Sayı 1, 2005, pp. 35-46.
- GÜLER B.-A., « Kamu Yönetimi Temel Kanun Tasarısı », *Hukuk ve Adalet-Eleştirel Hukuk Dergisi*, Yıl 1, Sayı 2, Nisan-Haziran 2004, pp. 1-33.
- GÜLER B.-A., « Yerel Yönetimleri Güçlendirmek mi ? Ademi Merkeziyetçilik mi ? », *ÇYYD*, Cilt 9, Sayı 2, Nisan 2000, pp. 14-29.
- GÜLER M.-F., « Kamu İdarelerinde Etkin Yönetimde İç Kontrol », *Maliye Dergisi*, Temmuz-Aralık 2009, pp. 183-195.
- GÜLER Z., ÇIRAKOĞLU D., TOKMAK M., « Türkiye'de Kırsal Kalkınma Modeli Olarak Köy-Kent Uygulamaları : Bolu Mudurnu İlçesi Taşkesti Örneği », *Nevşehir Hacı Bektaş Veli Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, Sayı 4, 2014, pp. 155-167.
- GÜNER M.-F., « Kamu İdarelerinin Etkin Yönetiminde İç Kontrol Uygulamalarının Rolü », *Maliye Dergisi*, Sayı 157, Temmuz-Aralık 2009, pp. 183-195.
- GÜRAN S., « Büyükşehir Yönetimi Üzerine », *İdare Hukuku ve İlimleri Dergisi*, Cilt 4, Sayı 1-3, 1983, pp. 51-58.
- GÜRAN S., « İl Özel İdarelerinin Bugünkü Rolü », *İl Özel İdareler Sempozyumu, İl Özel İdaresi Yayını*, n° 2, 1986.
- HEINE A.-M., « Pour une nouvelle gouvernance dans l'Union européenne : les contrats et les conventions d'objectifs ou la conceptualisation d'une association des collectivités territoriales à la mise en œuvre des normes communautaires », in LUCHAIRE Y (dir.), *Collectivités territoriales et gouvernance contractuelle*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 91-106.
- HONDU S., « Belediyenin Seçilmiş Organlarının ve Seçilmiş Organ Üyelerinin Görevden Uzaklaştırılması ve Bunun Yargı Denetimi », *Türk İdare Dergisi*, Sayı 395, Haziran 1992, pp. 19-28.
- HONDU S., « Belediye Meclislerinin Feshi, Belediye Başkanlarının Düşürülmesi ve İl Genel Meclislerinin Feshi, Sebepleri, Sonuçları ve Yargılama Usulleri », *Türk İdare Dergisi*, Sayı 387, Haziran 1990, pp. 101-150.
- HOORENS M., CHATRIE I., « L'Europe locale est-elle en train de naître ? », *Pouvoir Locaux*, n° 81, II/2009, pp. 94-102.

- HUYSSSEUNE M. JANS, T., « Bruxelles, capitale de l'Europe des régions? Les bureaux régionaux, acteurs politiques européens », *Brussels Studies*, n° 16, 25 février 2008, pp.1-12.
- İNALCIK H., « Tanzimat'ın Uygulanması ve Sosyal Tepkiler », *Bellekten*, Cilt XXVII, 1964, pp.623-649.
- İNAÇ H., ÜNAL F., « Avrupa Yerel Özerklik Şartı ve Türkiye'de Belediyeler », *Sosyal Bilimler Dergisi*, Sayı 17, Nisan 2007, pp.1-24.
- IŞIK M., « Avrupa Birliği'nin Yönetişim Anlayışı Çerçevesinde Bilgi Edinme Kanunu'nun Değerlendirilmesi », *Karamanoğlu Mehmetbey Üniversitesi Sosyal ve Ekonomik Araştırmalar Dergisi*, Sayı 2, 2010, pp. 39-49.
- JACQUES C., « La gouvernance, un nouveau paradigme étatique ? », *Revue française d'administration publique*, 1/2003, n° 105-106, pp. 203-217.
- KABAALIOĞLU H., « Avant propos » in CHABAL P. et DE RAULIN A. (dir.), *Le Chemins de la Turquie vers l'Europe*, Presses de l'Université d'Artois, 2002, pp.13-18.
- KAPLAN G., « Yeni İl Özel İdaresi Kanununa Göre İl Genel Meclisi ve Encümeni Kararları Üzerinde Vesayet Denetimi », *Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, Cilt 54, Sayı 3, 2005, pp. 121-155.
- KAPLAN G., « 5216 Sayılı Büyükşehir Belediyesi Kanunu İle 5393 Sayılı Belediye Kanununa Göre Belediye Meclisi Kararları Üzerindeki Denetim », *Sosyal Bilimler Araştırma Dergisi (Prof. Dr. Hüseyin Hatemi'ye Armağan)*, İstanbul, Vedat Kitapçılık, Yıl III, Sayı 6, 2005, pp. 233-256.
- KAPLAN G., « Yeni Yasal Düzenlemelere Göre Belediye Meclisi Kararları Üzerinde Vesayet Denetimi », *Maltepe Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, Sayı 2, 2005, pp. 67-90.
- KARAHANOĞULLARI O., « Kamu Yönetimi Temel Kanunu Taslağındaki Anayasaya Aykırılıklar », *AUSBF GETA, Tartışma Metinleri*, Özel Sayı 59, pp. 47-67.
- KARASU K., « Yerelleşme Söylemi ve Bölge Kalkınma Ajansları », *Memleket Siyaset Yönetim*, Cilt 4, Sayı 11, 2009, pp. 1-48.
- KELEŞ R., « Avrupa'nın Bütünleşmesi ve Yerel Yönetimler », *Türk Belediyecilik Derneği-Konrad Adenauer Vakfı*, Ankara, 1999, pp. 25-30.
- KIRIŞIK F., « Kamu Yönetiminin Yeniden Örgütlenmesi ve Kamu Hizmetlerinin Yürütülmesinde Yerellik İlkesi ve Türkiye'de Uygulanabilirliği », *Namık Kemal Üniversitesi Dergisi Sosyal Bilimler Metinleri*, n° 5, 2013, pp. 1-16.
- KIZILBOĞA R., ÖZASLAN, K., « İl Özel İdaresi İle Yatırım İzleme ve Koordinasyon Başkanlığı'nın Karşılaştırmalı Olarak İncelenmesi », *KAYSEM 8 Kuramdan Uygulamaya Yerel Yönetimler ve Kentsel Polikalar Bildiri Kitabı*, Hatay, 11-12 Mayıs 2013, pp.1-23.
- KOYUNCU E., SERTESEN S., « Yerelleşmede Bir İleri İki Geri », *TEPAV*, n° 201210, Şubat 2012, pp. 1-8.
- KÖSECİK M., « Avrupa Birliği'nin Bütünleşmesi Sürecinde Yerel Yönetimler », in PARLAK B., ÖZGÜR H. (dir.), *AB Bütünleşme Sürecinde Türkiye'de Yerel Yönetimler*, İstanbul, Alfa Yayını, 2002, pp.1-38.

- KÖSECİK M., YILDIRIM F., « Avrupa Birliği'nin Yerel Yönetimler Üzerindeki Etkileri », *Türk İdare Dergisi*, Cilt 73, Sayı 431, Haziran 2001, pp. 31-54.
- KULUÇLU E., « 5393 Sayılı Kanun Çerçevesinde Kent Konseyleri », *Dış Denetim Dergisi*, Nisan-Mayıs-Haziran 2011, pp. 182-186.
- LACHAUME J.-F., « Contrôle administratif légalité », *J.Cl collectivités territoriales*, Fasc., 910, 2004, 23 p.
- LAFORE R., « L'action à l'étranger des collectivités territoriales », *RDP*, 1988, pp. 763-811.
- LASCOMBE M., VANDENDRIESSCHE X., « L'autonomie financière des collectivités territoriales en chantier », *RFDA*, 2005, pp. 417-728.
- LE BART C., LEFEBVRE R., « Introduction- Une nouvelle grandeur politique ? », in LE BART C., LEFEBVRE R. (dir.), *La proximité en politique*, Ed. PUR, 2005, pp. 11-30.
- LEJEUNE Y., « La nature juridique des organismes de coopération transfrontalière entre autorités régionales ou locales », in LEJEUNE Y. (dir.), *Le droit des relations transfrontalières entre autorités régionales ou locales relevant d'Etats distincts. Les expériences franco-belge et franco-espagnole*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 95-146.
- LEVADE A., « Quelle identité constitutionnelle nationale préserver face à l'Union européenne », in ANDRIANTSIMBAZOVINA J., BLUMANN C., GAUDIN H. et PICOD F. (dir.), *Annuaire de droit européen*, Bruxelles, Bruylant, vol 2, 2004, pp. 173-197.
- LEVRAT N., « La coopération territoriale : adaptation de la coopération transfrontalière aux nouveaux territoires du projet européen », *RAE-LEA*, n° 3, 2006, pp. 495-509.
- LEVRAT N., « La complexité de la prise en compte du fait régional », in BITSCH M.-T. (dir.), *Le fait régional et la construction européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp.187-211.
- LEVRAT N., « Multi-level governance et légitimité démocratique » in TELO M. (coordinateur), *Commentaire des professeur Jean Monnet sur le projet de Livre blanc de la Commission européenne sur la gouvernance*, 7 juin 2001.
- LOUVARIS A., « Les contrats des collectivités territoriales et le droit de concurrence », *Contrats et Marchés publics*, n° 5, mai 2007, pp. 33-40.
- MARCOU G., « L'adaptation des structures territoriales face à la politique régionale communautaire », *Revue d'études comparatives est-Ouest*, vol. 33, n° 3, 2002, pp. 131-167.
- MARKS G., « Structural Policy and Multi-Level Governance in the EC », in CAFRUNY A. and ROSENTHAL G. (dir.), *The State of the European Community II: The Maastricht Debates and Beyond*, Boulder (Co), Lynne Rienner, 1993, pp. 391-410.
- MARKS G., « An actor centred Approach to Multi-Level Governance », *Regional & Federal Studies*, 6, 2, 1996, pp. 20-38.

- MARGELLOS T.-M., « L'émergence de la « région » dans l'ordre juridique communautaire », in VANDERSANDEN G. (dir.), *l'Europe et les régions Aspects juridiques*, Université de Bruxelles, 1997, pp.19-64.
- MASSARDIER G., TEK H., « L'eupéanisation des rapports centre/périphérie en Turquie. Entre accommodement communautaire et prolongement des pratiques domestiques », *Pôle Sud*, n° 23, 2005, pp. 25-43.
- MASSICARD E., « Régionalisme impossible, régionalisation improbable, la gestion territoriale en Turquie à l'heure du rapprochement avec l'Union européenne », *Revue d'étude comparatives East-Ouest*, 2008, pp. 171-203.
- MASSICARD E., « L'islamisme turc à l'épreuve du pouvoir municipal », *Critique Internationale*, n° 42, 2009, pp. 21-38.
- MAZON R., COURTOIS C., « Les collectivités locales à l'assaut de Bruxelles », *La Gazette des communes*, n° 1639, 01/04/2002, p. 42.
- MENGI A., « YerindenYönetim : Avrupa Birliği'nde Bölgeler Ulus Devlete Karşı mı? », *Mülkiye Dergisi*, Cilt 28, Sayı 245, 2007, pp. 47-56.
- MICHEL H., « Les groupes d'intérêt au secours de la démocratie européenne. Elaboration et mise en œuvre de la « démocratie participative » à la Commission européenne », *Cultures et pratiques participatives » : une perspective comparative Colloque organisé par le LAIOS et l'AFSP Paris*, 20 et 21 janvier 2005, pp. 1-13.
- MONTABONE B., « La région entre attentes européennes et trajectoire nationale : les « agences de développement » en Turquie », *Territoire en mouvement Région, régionalisation, régionalisme*, n°16, 2012, pp. 71-85.
- MONTABONE A., « Régionalisation et développement régional en Anatolie du Sud- Est : réflexions autour de la région Diyarbakır- Şanlıurfa », *EchoGéo [En ligne]*, n° 16, URL : <http://echogeo.revues.org/12405>, 2011, pp.1-16.
- MOZOL P., « Un chantier permanent de la décentralisation : la répartition des compétences », *RGCT*, n° 49, juin 2011, pp. 3-28.
- NEMERY J.-C., GROUD H., « Les collectivités territoriales et les institutions européennes », *Annuaire des collectivités locales*, Tome 9, 1989, pp. 113-122
- ÖNDER Ö., SEZER Ö., « Yerel Yönetim Reformunda Katılıma Yeni Bir Yaklaşım : Yerel Hizmetlere Gönüllü Katılım », *I. Ulusal Yerel Yönetimler Sempozyumu Bildiriler Kitabı*, Sakarya Üniversitesi, pp. 281-293.
- ÖNEZ-ÇETİN Z., « Türkiye'de İl Özel İdaresi Sistemi Dönüşümü ve 6360 Sayılı Kanunun Dönüşüme Etkisi », *Süleyman Demirel Üniversitesi İİBF Dergisi*, Cilt 20, Sayı 2, 2015, pp. 247-266.
- ORTAYLI İ., « Yerel Yönetim : Devraldığımız Miras », *Türk Belediyeciliğinde 60. Yıl Uluslararası Sempozyum Bildiri ve Tartışmalar*, Ankara Büyükşehir Belediyesi, Ankara, 23-24 Kasım1990, pp.63-74.
- ORTAYLI İ., « Türkiye'de Yerel Yönetim Geleneği », *Mimarlık*, n°151, Sayı 2, 15/1977, pp. 15-16.
- ORTIZ L., « La décentralisation à l'européenne : une remise en cause de la puissance publique étatique ? », in P. RAIMBAULT (dir.), *La puissance publique à l'heure européenne*, Paris, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2006, pp. 137-159.

- ÖZÇELİK Y., « Büyükşehir Belediyesi ile İlçe Belediyeleri Arasındaki İlişkiler », *Türkiye Adalet Akademisi Dergisi*, Yıl 5, Sayı 19, Eylül 2014, pp. 1117-1142.
- ÖZDEMİR A.-T., « Mahalli İdarelerde Halk Katılımı Bağlamında Kent Konseyleri », *Sayıştay Dergisi*, Sayı 83, Ekim-Aralık 2011, pp. 31-56.
- ÖZEL M., « Kamu Yönetiminde Yeni Bir Örgütlenme İlkesi : Yerellik (Subsidiarite) », *ÇYYD*, Cilt 9, Sayı 3, Temmuz 2000, pp. 25-43.
- ÖZER M.-A., « Yerel Yönetimler Reformunda Reform : 6360 Sayılı Kanun'un Düşündürdükleri », *Yerel Politikalar*, Sayı 3, 2013, pp. 97-127.
- PADIOLEAU J.-G., « L'action publique post-moderne. Le gouvernement politique des risques », *PMP*, décembre 1999, n° 4, pp. 85-127.
- PALABIYIK H., « İl Özel İdaresi ve Belediye Hizmetlerine Gönüllü Katılım », *Yönetim Bilimleri Dergisi*, Çanakkale Onsekiz Mart Üniversitesi Biga İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi, Cilt 5, Sayı 1, 2007, pp. 47-54.
- PALABIYIK H., KARA M., «5355 Sayılı Mahalli İdare Birlikleri Kanunu ve Köy Birlikleri-Toplum Kalkınması İlişkisi», in ÖZGÜR H., KÖSECİK M. (dir.), *Yerel Yönetimler Üzerine Güncel Yazılar-2: Uygulama*, Ankara, Nobel Yayınları, 2007, pp. 25-47.
- PARLAK, B. « Avrupa Birliği Perspektifinden Merkezi Yönetim- Yerel Yönetim İlişkileri », in B. Parlak et H.Özgür, *AB Bütünleşme Sürecinde Türkiye'de Yerel Yönetimler*, İstanbul, Alfa Yayını, pp.39-72.
- PARICIO A., « La régulation des compétences des collectivités territoriales en matière de services publics par le droit de l'Union européenne », in POTVIN-SOLIS L. (dir.), *Les effets du droit de l'Union européenne sur les compétences des collectivités territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 327-362.
- PASTOREL J.-P., « Réflexions sur l'aménagement du territoire : vers l'intégration « interrégionale » européenne ? », *RFDA*, 2005, pp. 269-278.
- PERALDI-LENEUF F., « Le droit communautaire et les services publics locaux », <http://amministrazioneincammino.luiss.it/app/uploads/2010/03/peraldi.pdf>.
- PETITE M. « Les lobbies européennes », *Pouvoirs*, n° 48, Paris, PUF, 1989, pp. 95-105.
- PITIRLI A., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı », *Türk İdare Dergisi*, Sayı 383, Haziran 1989, pp. 59-72.
- PONTIER J.-M., « Entre deux rives : une décennie d'intercommunalité », *JCPA*, n°29, 13/07/2009, pp. 42-46.
- PONTIER J.-M., « Autonomie locale, libre administration, décentralisation », in *En hommage à Francis Delpérée : itinéraire d'un constitutionnaliste*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 1221-1230.
- PONTIER J.-M., « Charte européenne de l'autonomie locale enfin ? », *AJDA*, 2006, pp. 1577.
- PONTIER J.-M., « Nouvelles observations sur la clause générale de compétence », in *Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Douence. La profondeur du droit local*, Dalloz, 2006, pp. 365-394.

- PONTIER J.-M., « La loi organique relative à l'expérimentation par les collectivités territoriales. Loi organique du 1^{er} août 2003 relative à l'expérimentation par les collectivités territoriales », *AJDA*, 2003 pp.1715-1717.
- PONTIER J.-M., « L'expérimentation et les collectivités locales », *RA.*, n° 320, mars-avril 2001, p. 169.
- PONTIER J.-M., « La subsidiarité en droit administratif », *RDP*, n°102 (6), novembre-décembre 1986, pp. 1515-1537.
- PRIOLLAUD F.-X., « Les collectivités territoriales françaises dans l'Union européenne » in *Les collectivités locales et l'Europe, Regards sur l'actualité*, n°331, mai 2007, pp. 5-15.
- RIDEAU J., « Le rôle des États membres dans l'application du droit communautaire », *AFDI*, 1972, pp. 864-903.
- RIDEAU J., « Groupes de pression et administration dans la Communauté européenne », *AEAP*, vol. XV, 1992, pp. 203-247.
- ROBERT L., « L'action à l'étranger des collectivités territoriales », *RDP*, 1988, pp.763-811.
- ROUX A., « Aspect constitutionnels des droits à l'expérimentation » in *Les collectivités locales et l'expérimentation : perspectives nationales et européennes, Documentation française*, 2004, pp. 155-170.
- RUBIO N., « Les collectivités territoriales et l'application du droit communautaire », *Regard sur l'actualité, La documentation française*, n°331, mai 2007, pp. 17-29.
- SABINE S. et YVES S., « L'eupéanisation comme processus de transfert de politique publique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, 2/2006, pp. 179-211.
- ŞAHİN S.-Z., « Kent Konseylerinin Katılımcı Kent Yönetimine Katkıları Üzerine Bir Değerlendirme : Ankara Örneği », *Kent Konseyleri Sempozyumu Bildiri Kitabı*, Kent Konseyleri Sempozyumu, Bursa, 6-7 Mayıs 2011, pp. 173-188.
- SALTİK N., « İç Kontrol Standartları », *Bütçe Dünyası Dergisi*, Cilt 2, Sayı 26, 2007, pp. 58-69.
- SAKİ H., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı », *Dış Denetim Dergisi*, Nisan-Mayıs-Haziran 2011, pp. 67-72.
- SAUVIAT A., « L'autonomie financière et fiscale des collectivités locales en Europe. Approche théorique », in (textes réunis par) PAULIAT H., *L'autonomie des collectivités territoriales en Europe une source potentielle une source potentielle de conflit?*, Presses Universitaires de Limoges, 2004, pp. 171-179.
- SAYIN D., « Hizmette Yerellik ve Bölgecilik », in M. Turan (dir.), *Bölge Kalkınma Ajansları Nedir, Ne Değildir?*, Ankara, Paragraf Yayinevi, 2005, pp. 265-280.
- SCHEINDER C., « La souveraineté de l'Etat au carrefour du droit international et du droit administratif. Réflexions sur les développements récents du droit transnational de l'action extérieure des collectivités infra étatiques », in *Mélanges Gustave Péisier*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1995, pp. 423-449.

- SCOTT A.-J., STORPER M., « Régions, mondialisation, développement », *Géographie, économie, société*, vol. 8, 2006/2, pp. 169-192.
- ŞENGÜL R., ÇETİNKAYA N.-I., « Belediye Hizmetlerine Gönüllü Katılım : Kocaeli Büyükşehir Belediyesi Örneği », in BULUT Y., EREN V., KARAKAYA S., AYDIN A. (dir.), *Kurumdan Uygulamaya Yerel Yönetimler ve Kentsel Politikalar*, Ankara, Pegem Akademi, 2013, p.744-752.
- SERTESEN S., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı Reform Açısından Önemli mi ? », *TEPAV*, n°201339, Kasım 2013, pp. 1-5.
- SEVİM H., « L'Européanisation des pays candidats- Le cas de l'administration turque », *Politique européenne*, n° 41, 2013/3, pp. 64-87.
- SEZER Y., TORLAK S.-E., « Belediye ve Büyükşehir Belediyesi Kuruluş Kriterleri », *Erzincan Hukuk Fakültesi Dergisi*, Cilt IX, Sayı 3-4, 2005, pp. 515-531.
- SEZGİN E., ERKUT G., « Avrupa Birliği Üyelik Sürecinde Türkiye'de Sınır Bölgeleri ve Sınırotesi İşbirliği : Edirne-Kırklareli Örneği », *MEGARON*, 9(3), 2014, pp. 228-240.
- SEZGİNER M., « İmtiyaz Sözleşmelerinde İhale Süreci », *Gazi Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, Cilt XI, Sayı 1-2, 2007, pp. 1079-1093.
- ŞİNİK B., « Anayasa Mahkemesi Kararı Işığında Türkiye'de (Bölge) Kalkınma Ajansları », *MEGARON*, 5(3), 2005, pp. 128-136.
- SMET I., « Les Régions se mobilisent- Quel 'lobby régional' à Bruxelles ? », in CHAEYES P.-H. GOBIN, C, SMET I., WINAND P. (dir.), *Lobbyisme, pluralisme, et intégration européenne. Lobbying, Pluralism and European Integration*, Paris, PUE, 1998, pp. 303-327.
- SMETS I., WINAND P., « A la recherche d'un modèle européen de représentation des intérêts », in MAGNETTE P. (Auteur), *Le nouveau modèle européen, Institutions et gouvernance*, Université de Bruxelles, vol.1, 2000, pp. 138-154.
- SOHNLE J., « L'action extérieure des collectivités locales », in J.-L. Pissaloux (dir.), *Dictionnaire « Collectivités territoriales et développement durable*, 2015.
- STECKEL-MONTES M.-C., « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel », *AJDA*, 2004, pp. 1316-1322.
- TAMBOU O., « Les contrôles des acteurs locaux de la coopération transfrontalière », in COMTE H. et LEVRAT N. (dir.), *Aux coutures de l'Europe*, L'Harmattan, 2006, pp. 315-334.
- TAN T., « Osmanlı İmparatorluğunda Yabancılara Verilmiş Kamu Hizmeti Ayrıcalıkları », *Ankara Üniversitesi SBF Dergisi*, Cilt 22, Sayı 2, 1967, pp. 285-326.
- TAŞ B., « AB Uyum Sürecinde Türkiye için Yeni bir Bölge Kavramı : İstatistiki Bölge Birimleri Sınıflandırması (İBBS) », *Afyon Kocatepe Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, Cilt VIII, n° 2, Aralık 2006, pp. 185-197.
- TEKELİ İ., « 1930-1944 Döneminde Cumhuriyetin Belediyecilik Deneyimi », in TÜRKÇAN E. (dir.) *Türkiye'de Belediyeciliğin Evrimi*, Türk İdareciler Derneği, Ankara, 1978, pp. 45-115.

- TOPAL A.-K., « Belediyelerin Özgelirlerinin Artırılmasında Vergilendirme Yetkisi : Ülkelerarası Bir Karşılaştırma », *Atatürk Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, 2004, Cilt 18, Sayı 3-4, pp.119-133.
- TORTOP N., « İl Özel İdareleri İle İlgili Son Düzenlemeler », *İdarecinin Sesi Dergisi*, Cilt 19, Sayı 110, 2005, pp. 47-49.
- ULUSOY A., « Yerel Yönetimlere İlişkin Yeni Yasal Düzenlemelerin Değerlendirilmesi », *Danıştay 137. Yıl Sempozyumu*, Ankara, Danıştay Yayınları, 11 Mayıs 2005, pp. 179-196.
- UYSAL K., « Avrupa Birliği : Yerel ve Bölgesel Yönetimler », *Süleyman Demirel Üniversitesi İİBF Dergisi*, Cilt 14, Sayı 1, 2009, pp. 273-286.
- VANDERSANDEN G., « La place des régions dans le contentieux communautaire : le chaînon manquant », in *Mélange en l'honneur du professeur J.-V. Louis*, Ed. de L'Université de Bruxelles, 2003, pp. 545-577.
- VAUCHER M., « Réalité juridique de la notion région communautaire », *RTD européenne*, octobre-décembre, 1994, pp. 525-550.
- VERHEIJEN T., « Les critères administratifs de l'adhésion à l'Union européenne : sont-ils voués au placard ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 33, n°3, 2002, pp. 79-99.
- VERPEAUX M., « Les enjeux de la réforme des collectivités », *Lamy collectivités territoriales*, n° 44, mars 2009, pp. 71-78.
- VERPEAUX M., « France, in autonomie régionale et locale et constitution, XXII Table ronde internationale, *Annuaire internationale de justice constitutionnelle*, 2006, Paris et Aix en Provence, Economica et PUAM, pp. 187-200.
- VERPEAUX M., « Constitution, déféré préfectoral et recours pour excès de pouvoirs ou Commune de Port, encore... », in PETIT J. (dir.), *Les collectivités locales, Mélanges en l'honneur de Jacques Moreau*, Economica, 2003, pp. 469-480.
- VIARD J., « La décentralisation est-elle dangereuse pour l'unité nationale ? », *Pouvoir Locaux*, n° 81, II/2009, pp. 37-41.
- WILLIAMS-RIQUIER P., « La Charte Européenne de l'autonomie locale : un instrument juridique international pour la décentralisation », *Revue française d'administration publique*, n° 121-122, 2007, pp. 191-202.
- WISMER N., « Les modalités de l'Etat dans la coopération transfrontalière », in FERNANDEZ de CASADEVANTE ROMANI C. (dir.), *L'Etat et la coopération transfrontalière*, Bruxelles, Bruylant, coll. RENTI, 2007, pp. 85-102.
- YAKAR S., GÜNDÜZ İ.-O., « Türkiye'de Belediyelerin Vergilendirme Yetkisi « Var » mı « Yok » mu İşte Bütün Mesele Bu », *Sayıştay Dergisi*, Sayı 92, Ocak-Mart 2014, pp. 117-141.
- YALÇIN M., « L'appropriation, la transformation et l'institutionnalisation des Agendas 21 locaux en Turquie : Histoire et effets », http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/atelier_1-4_melike_yalcin.pdf.
- YALÇINDAĞ S., « Bitmeyen Senfoni : Yerel Yönetimler Reformu », *Amme İdaresi Dergisi*, Cilt 26, Sayı 1, 1993, pp. 43-69.

- YETER E., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı Karşısında Türkiye : Anayasa ve İlgili Yasalarda Durum », *ÇYYD*, Cilt 5, Sayı 1, Ocak 1996, pp. 3-13.
- YILDIRIM U., ÖNER S., AYRIÇAY Y., TAŞ İ.-E., « İl Özel İdaresi ve Belediye Gelirleri Yasa Tasarısı Taslağı : Mali Özerklik mi? Merkez Kaynaklı Gelirlerin Revizyonu mu? », *ÇYYD*, Cilt 15, Sayı 3, Temmuz 2006, pp. 43-61.
- YILMAZ Z., « Kent Konseyleri : Yerel Demokrasi ve Halk Katılımının Neresinde ? », *Güncel Hukuk Dergisi*, Sayı 1-121, Ocak 2014, pp. 58-61.
- YILMAZ T., « Türkiye'nin Kullanmadığı Stratejik Güç : Lobicilik », *TASAM*, 2009, http://www.tasam.org/trTR/Icerik/1109/turkiyenin_kullanmadigi_stratejik_guc_lobicilik.
- ZENGİN O., « Büyükşehir Belediyesi Sisteminin Dönüşümü : Son On Yılı Değerlendirmesi », *Ankara Barosu Dergisi*, Sayı 2, 2014, pp. 91-116.
- ZENGİN E., « Avrupa Yerel Yönetimler Özerklik Şartı ve Türkiye (Yasal Açıdan Karşılaştırma) », *Türk İdare Dergisi*, Yıl 66, Sayı 403, Haziran 1994, pp. 195-204.

IV. LES RAPPORTS

1. Les rapports de la Commission européenne

- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (98) 711 final, 17/12/1998, non publié au *JOCE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (1999) 513 final, 18/10/1999, non publié au *JOCE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2000) 713 final, 11/10/2001, non publié au *JOCE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2001) 700 final, SEC (2001) 1756, 13/11/2001, non publié au *JOCE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2002) 700 final, SEC (2002) 1412, 09/10/2002, non publié au *JOCE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2003) 676 final, SEC (2003) 1212, 05/11/2003, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2004) 656 final, SEC (2004) 1201, 06/10/2004, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2005) 561 final, SEC (2005) 1426, 09/11/2005, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2006) 649 final, SEC (2006) 1390, 08/11/2006, non publié au *JOUE*.

- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2007) 663 final, SEC (2007) 1436, 06/11/2007, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2008) 674 final, SEC (2008) 2699, 05/11/2008, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2009) 533 final, SEC (2009) 1334, 14/10/2009, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2010) 660 final, SEC (2010) 1327, 09/11/2010, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2011) 666 final, SEC (2011) 1201, 12/10/2011, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2012) 600 final, SWD (2012) 336, 10/10/2012, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2013) 700 final, SWD (2013) 417, 16/10/2013, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2014) 700 final, SWD (2014) 307, 08/10/2014, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2015) 611 final, SWD (2015) 216, 10/11/2015, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2016) 715 final, SWD (2016) 366, 09/11/2016 non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2018) 450 final, SWD (2018), 153, 17/04/2018 non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2019) 260 final, SWD (2019) 220, 29/05/2019, non publié au *JOUE*.
- Rapport régulier de la Commission sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion, COM (2020) 660 final, SWD (2020) 355, 06/10/2020, non publié au *JOUE*.

2. Les rapports et recommandation du Conseil de l'Europe

- Recommandation n° 470 (1966) du Conseil de l'Europe, *Projet de convention relatif à la coopération européenne de pouvoirs locaux*, 29/12/1966.

- Recommandation n° 29 (1997) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, *L'état de la démocratie locale et régionale en Turquie*, 03/06/1997.
- Rapport n° 71 (2000) du CDLR, *Répercussion sur l'autonomie financière des collectivités territoriales des limites à l'endettement public national fixées dans un contexte européen*, 07-09/06/2000.
- Rapport du Conseil de l'Europe, n° CG (12) 25 Partie II, *Rapport d'information sur la démocratie locale et régionale en Turquie*, présenté par KNAPE A. et STÖCKLING H.-U., Strasbourg, 22/11/2001.
- Rapport du CDLR, *Le contrôle et l'audit de l'action des collectivités locales*, Communes et régions d'Europe n° 66, préparé par PASTORET J.-S. et NEMERY J.-C., 1999.
- Recommandation n° 176 (2005) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, *La démocratie locale et régionale en Turquie*, Discussion et adoption par la Commission permanente du Congrès, 08/11/2005.
- Recommandation n° 229 (2007) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, *Enquête sur la situation à Sur/Diyarbakır*, 2007.
- Recommandation n° CG (20) 6 du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, *La démocratie locale et régionale en Turquie*, préparée par KNAPE A. et VAN STAA H., 01/03/2011.

3. Divers rapports et études

- Assemblée des régions d'Europe, Commission V, « Infrastructure et développement régional », Rapport présenté par SAVY R. avec TURNER J., HUSSON C. et BODEN B., *Régions et territoire en Europe, Les effets territoriaux des politiques européennes vus par les régions*, Strasbourg, 1995.
- Çevre ve Şehircilik Bakanlığı, Yerel Yönetimler Genel Müdürlüğü, *2018 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2019.
- Çevre ve Şehircilik Bakanlığı, Yerel Yönetimler Genel Müdürlüğü, *2019 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2020.
- Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission, *Internal Control: Integrated Framework*, American Institute of Certified Public Accountants, USA, 1994.
- Devlet Planlama Teşkilatı (DPT), *Uzun Vadeli Strateji ve Yedinci Beş Yıllık Kalkınma Planı*, 1996-2000, Ankara, 1995.
- Devlet Planlama Teşkilatı (DPT), *Uzun Vadeli Strateji ve Sekizinci Beş Yıllık Kalkınma Planı*, 2001-2005, Ankara, 2000.
- Devlet Planlama Teşkilatı (DPT), *Uzun Vadeli Strateji ve Dokuzuncu Beş Yıllık Kalkınma Planı*, 2007-2013, Ankara, 2006.
- Document de la Convention européenne, *La dimension régionale et locale en Europe*, Bruxelles, CONV 518/03 du 29/01/2003.
- Europa, *Documentation NUTS, Regions, Eurostat*, http://www.europarl.europa.eu/ftu/pdf/fr/FTU_4.5.6.pdf, 21/07/2009.

- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2006 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2007.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2007 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2008.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2008 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2009.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2009 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2010.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2010 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2011.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2011 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2012.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2012 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2013.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2013 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2014.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2014 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2015.
- İçişleri Bakanlığı/ Mahalli İdareler Genel Müdürlüğü, *2015 Yılı Mahalli İdareler Genel Faaliyet Raporu*, 2016.
- Kalkınma Bakanlığı, *Uzun Vadeli Strateji ve Onuncu Beş Yıllık Kalkınma Planı*, 2014-2018, Ankara, 2013.
- Kalkınma Bakanlığı, *Uzun Vadeli Strateji ve Onbirinci Beş Yıllık Kalkınma Planı*, 2019-2023, Ankara, 2019.
- Les cahiers de la MOT, *Le groupement européen de coopération territoriale*, n° 7, mai 2008.
- OCDE, *Public Management Developments*, 1995.
- OCDE, *Principes européens d'administration publique*, Documents SIGMA, n° 27, éd. OCDE, 1999.
- Rapport annuel de la Cour des comptes européenne relatif à l'exercice 1994, 95/C 303/01, *JOCE* C. 303/116 du 14/11/1995.
- Rapport d'information de l'Assemblée nationale, *Le projet de loi organique (n° 855) relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales*, préparé par PIRON M., n° 955, 18/06/2003.
- Rapport d'information du Sénat, *Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République*, préparé par GARREC R., n° 27 (2002-2003), 23/10/2003.
- Rapport d'information du Sénat, *La réorganisation territoriale*, préparé par KRATTINGER Y. et GOURAULT J., n° 264 (2008-2009), 11/03/2009.
- Rapport du CE français, « Le cadre juridique de l'action extérieure des collectivités locales ? », *Documentation française*, juin 2006.

- Rapport du Conseil de l'Europe, *La participation des résidents étrangers à la vie publique locale*, CG (7) 5 Partie II, préparé par LUND H., 28/04/2000.
- Rapport du Comité des régions, *Le GECT dans les contributions au livre vert sur la cohésion territoriale, L'état des lieux et l'avenir du GECT du point de vue des différents acteurs*, préparé par BRUNET O., mai 2009.
- Rapport de TÜSİAD, *Yeni Anayasa Yuvarlak Masa Toplantıları Dizisi : Yeni Anayasanın Beş Temel Boyutu*, TÜSİAD Yayınları, İstanbul, 2011.
- Rapport public du Conseil d'État de 1996, *Considérations générales : Sur le principe d'égalité*, EDCE, n° 48, 1997.
- Programme national de 2001, *Avrupa Birliği Müktesebatının Üstlenilmesine İlişkin Türkiye Ulusal Programı ile Avrupa Birliği Müktesebatının Üstlenilmesine İlişkin Türkiye Ulusal Programının Uygulanması, Koordinasyonu ve İzlenmesine Dair Bakanlar Kurulu Kararı*, Ankara, 2001.
- TBMM, *Bilgi Edinme Hakkı Kanunu Tasarısı ile Avrupa Birliği Uyum ve Adalet Komisyonları Raporları*, n°1/632, Dönem 22, Yasama Yılı 1, Sayı 248.
- TBMM, *Kamu Yönetimi Temel Kanunu Tasarısı ile İçişleri, Plan ve Bütçe ve Anayasa Komisyonları Raporları*, n° 1/731, Sayı 349.
- Türkiye Belediyeler Birliği, *Stratejik Plan 2015-2019*, <https://www.tbb.gov.tr/birligimiz/faaliyet-raporu-ve-stratejik-plan/stratejik-plan/>,
- Türkiye ve Ortadoğu Amme İdaresi Enstitüsü (TODAİE), *Kamu Yönetimi Araştırması, Yerel Yönetimler Araştırma Grubu Raporu*, Ankara, 1992.
- Türkiye'de Yerel Yönetim Reformu Uygulamasının Devamına Destek Projesi (LAR) II. Aşama, *Vilayetler Hizmet Birliğinin Kurumsal Yapısının Gözden Geçirilmesi*, préparé par KNOX R. et EMİL F., Ankara, Nisan 2011.

V. LEGISLATION ET AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES

1. Droit de l'Union européenne

A. Règlements européens

- Règlement (CE) n° 724/75 du Conseil du 18/03/1975 portant création d'un Fonds européen de développement régional, *JOCE* L. 73/I du 21/03/1975.
- Règlement (CE) n° 2137/85 du Conseil du 23/07/1985 relatif aux programmes intégrés méditerranéens, *JOCE* L. 199 du 31/07/1985.
- Règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil du 7/07/1997 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques, *JOCE* L. 209 du 02/08/1997.
- Règlement (CE) n° 1659/98 du Conseil du 17/07/1998 relatif à la coopération décentralisée, *JOCE* L. 213 du 30/07/1998.
- Règlement (CE) n° 2500/2001 du Conseil du 17/12/2001 concernant l'aide financière de préadhésion en faveur de la Turquie et modifiant les règlements (CEE) n° 3906/89, (CE) n° 1267/1999, (CE) n° 1268/1999 et (CE) n° 555/2000, *JOUE* L. 342/1 du 27/12/2001.

- Règlement (CE) n° 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26/05/2003 relatif à l'établissement d'une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS), *JOUE L.* 154/1 du 21/06/2003.
- Règlement (CE) n° 625/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31/03/2004 prorogeant et modifiant le règlement n°169/98 relatif à la coopération décentralisée, *JOUE L.* 99 du 03/04/2004.
- Règlement (CE) n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 05/07/2006, *JOUE L.* 210/19 du 11/07/2006.
- Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11/07/2006 portant dispositions générales sur le fonds européen de développement régional, le fonds social européen et le fonds de cohésion, *JOUE L.* 210 du 31/07/2006.
- Règlement (CE) n°1085/2006 du Conseil du 17/07/2006 établissant un instrument d'aide de préadhésion (IAP), *JOUE L.* 210/82 du 31/07/2006.
- Règlement (UE) n° 1173/2011 COM sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro, *JOUE L.* 306/1 du 23/11/2011.
- Règlement (UE) n° 1174/2011 COM établissant des mesures d'exécution en vue de remédier aux déséquilibres macroéconomiques excessifs dans la zone euro, *JOUE L.* 306/8 du 23/11/2011.
- Règlement (UE) n° 1175/2011 COM modifiant le règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques, *JOUE L.* 306/12 du 23/11/2011.
- Règlement (UE) n° 1176/ 2011 COM sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques, *JOUE L.* 306/25 du 23/11/2011.
- Règlement (UE) n° 1177/2011 COM modifiant le règlement (CE) n 1467/97 visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs, *JOUE L.* 306/12 du 23/11/2011.
- Règlement (UE) n° 472/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21/05/2013 relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des Etats membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière, *JOUE L.* 140 du 27/05/2013.
- Règlement (UE) n° 473/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21/05/2013 établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les Etats membres de la zone euro, *JOUE L.* 140 du 27/05/2013.
- Règlement (UE) n° 1302/2013 du 17/12/2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) en ce qui concerne la clarification, la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupements de ce type, *JOUE L.* 347/303 du 20/12/2013.
- Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17/12/2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires

maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, *JOUE L.* 347/320 du 20/12/2013.

B. Directives

- Directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31/03/2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux, *JOUE L.* 134 du 30/04/2004.
- Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31/03/2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services *JOUE L.* 134 du 30/4/2004.
- Directive 2007/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 11/12/2007 modifiant les directives 89/665/CEE et 92/13/CEE du Conseil en ce qui concerne l'amélioration et l'efficacité des procédures de recours en matière de passation des marchés publics, *JOUE L.* 335 du 20/12/2007.
- Directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13/07/2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE, *JOUE L.* 216 du 20/08/2009.
- Directive 2011/85/UE sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres, *JOUE L.* 306/41 du 23/11/2011.
- Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26/02/2014 sur l'attribution de contrats de concession, *JOUE L.* 94/1 du 28/03/2014.
- Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26/02/2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (dite « secteurs classiques »), *JOUE L.* 95/65 du 28/03/2014.
- Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26/02/2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (dite « secteurs spéciaux »), *JOUE L.* 94/243 du 28/03/2014.

C. Décisions et Résolutions

- Résolution n°A2-218/88 du Parlement européenne du 18/11/1988 sur la politique régionale communautaire et le rôle des régions, *JOCE C.* 326 du 19/12/1988.
- Décision du Conseil 2003/398/CE concernant les principes, priorités, objectif intermédiaires et conditions du partenariat pour l'adhésion de la Turquie du 19/05/2003, *JOUE L.* 145 du 12/06/2003.
- Décision de la Commission du 22/12/20003 portant approbation du programme « Interreg III A Grèce – Turquie » dans le cadre de l'initiative communautaire Interreg III A entre la Grèce et la Turquie, C (2003) 5325 du 22/11/2003.

- Résolution du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion (COM (2004)0492 — 2004/0163(AVC), *JOUE* C.157 E/285 du 06/07/2006.
- Décision de la Commission portant informations techniques et financières, « Bulgarie-Turquie » Programme 2007-2013 de coopération transfrontalière au titre de l'IAP, C (2007) 6477 du 20/12/2007.
- Décision du Conseil du 18/02/2008 relative aux principes, aux priorités et aux conditions du partenariat pour l'adhésion de la République de Turquie et abrogeant la décision 2006/35/CE, *JOUE* L. 51/4 du 26/02/2008.
- Décision du Conseil du 16/12/2014 arrêtant la composition du CdR (2014/930/UE), *JOUE* L. 365/143 du 19/12/2014.

D. Communication de la Commission

- COM (1988) 487/CEE, « La création du Conseil consultatif des collectivités régionales et locales », *JOCE* L.247 du 06/09/1988.
- COM (1990) 1562/3 final, « États membres fixant les orientations pour des programmes opérationnels que les États membres sont invités à établir dans le cadre d'une initiative communautaire concernant les zones frontalières (Interreg) », *JOCE* C. 215 du 30/09/1990.
- COM (1992) du 02/12/1992 « Un dialogue ouvert et structuré entre la Commission et les groupes d'intérêt », *JOCE* C. 63/2 du 05/03/1993.
- COM (1995) 163 final du 03/05/1995, « Livre blanc sur la préparation des États associés de l'Europe centrale et orientale à leur intégration dans le marché intérieur de l'Union », non publié au *JOCE*.
- COM (2000) du 29/04/2000, « Communication interprétative de la Commission sur les concessions en droit communautaire », *JOCE* C. 121/2 du 29/04/2000.
- COM (2001) 428 final du 25/07/2001, « Gouvernance européenne- Un livre blanc », *JOCE* C. 287 du 12/10/2001.
- COM (2002) 709 final du 11/12/2002, « Un cadre pour des contrats et des conventions tripartites d'objectif entre la Communauté, les Etats et les autorités régionales et locales », non publié au *JOCE*.
- COM (2003) 270 final du 21/05/2003, « Les services d'intérêt général », *JOUE* C. 76 du 25/03/2004.
- COM (2006) 194 final du 03/05/2006, « Initiative européenne de transparence », *JOUE* C. 151 du 29/6/2006.
- COM (2007) 127 final du 21/03/2007, « Initiative européenne en matière de transparence », non publié au *JOUE*.
- COM (2007) 725 final du 20/11/2007, « Les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général : un nouvel engagement européen », non publiée au *JOUE*.

- COM (2008) 616 final du 06/10/2008, « La cohésion territoriale : faire de la diversité territoriale un atout », non publiée au *JOUE*.
- COM (2009) 612 final du 28/10/2009, « Initiative européenne en matière de transparence : le registre des représentants d'intérêts, un an après », non publiée au *JOUE*.

E. Avis du Comité des régions

- Avis du Comité des régions, CdR 136/1995 final, « La révision du traité sur l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne », *JOCE C. 100/1* du 02/04/1996.
- Avis du Comité des régions, 2000/C 156/02, « Conférence intergouvernementale 2000 », *JOCE C.156* du 06/06/2000.
- Avis du Comité des régions, CdR 181/2000 final du 13/03/2002, « Stratégie pour la promotion de la coopération transfrontière et inter-régionale dans une Europe élargie, un document fondamental et d'orientation pour l'avenir », *JOCE C.192/37* du 12/08/2002.
- Avis du Comité des régions, 2002/C 107/12, « Soutien au développement de structures institutionnelles au niveau local et régional dans les pays candidats », *JOCE C. 107/32* du 03/05/2002.
- Avis du Comité des régions, 2002/C 107/17, « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à L'établissement d'une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) », *JOCE C. 107* du 03/05/2002.
- Avis du Comité des régions, 2003/C 73/15, « Le rôle des pouvoirs régionaux et locaux dans la construction européenne », *JOUE C. 73/58* du 26/03/2003.
- Avis du Comité des régions, 2003/C 66/05, « La voie vers une Constitution pour les citoyens européens », *JOUE C. 66/21* du 19/03/2003.
- Avis de Comité des régions, CdR 19/2003 final, « Le suivi du Livre blanc sur la gouvernance européenne », 02/07/2003, non publié au *JOUE*.
- Avis du Comité des régions, 2006/C 31/03, « Recommandation de la Commission européenne concernant les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion », *JOUE C. 31* du 07/02/2006.
- Avis du Comité des régions, CdR 10/2007 du 19/03/2007, « The members of the Bureau working group on relations with Turkey on the objectives, mandate and working methods of the working group », 2007, non publié au *JOUE*.
- Avis du Comité des régions, CdR 245/2007 final du 9-10/04/2008, « Stratégie pour l'élargissement pour 2007-2008 pays candidats », 2008, non publié au *JOUE*.
- Avis du Comité des régions, CdR 93/2008 final, « La valeur ajoutée de la participation des collectivités territoriales au processus d'élargissement », 2008, non publié au *JOUE*.

- Avis du Comité des régions, 2009/C 211/01 du 17-18/06/2009, « Livre blanc sur la gouvernance multiniveaux », *JOUE* C. 211 du 04/09/2009.
- Avis du Comité des régions, CdR 89/2009 final du 17-18/06/2009, « La mise en place de Pactes territoriaux européens : proposition de révision des contrats et conventions triparties », 2009, non publié au *JO*.
- Avis du Comité des régions, 2009/C 76/10, « La valeur ajoutée de la participation des collectivités territoriales au processus d'élargissement », *JOUE* C. 76/48 du 31/03/2009.
- Avis du Comité des régions, 2010/C 232/06 du 14-15/04/2010, « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2009-2010 : Pays candidats », *JOUE* C. 232 du 27/08/2010.
- Avis du Comité des régions, 2012/C 113/12, « Bâtir une culture européenne de la gouvernance à multi-niveaux : le suivi du Livre blanc du Comité des Régions », *JOUE* C. 113 du 18/04/2012.
- Avis du Comité des régions, 2014/C 174/03, « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2013-2014 », *JOUE* C. 174/7 du 07/06/2014.
- Comité de Régions, « Règlements intérieurs et de procédure », *JOUE*. L. 65/41 du 05/03/2014.
- Communication de presse du Comité des régions, CdR/09/113 du 04/12/2009, « Le traité de Lisbonne transforme le Comité des régions en gardien du principe de subsidiarité, l'assemblée des élus locaux et régionaux de l'UE », 2009, non publié au *JOUE*.
- Communication de presse du Comité des régions, CdR/12/7 du 16/02/2012, « Gouvernance à multi niveaux : donner plus de poids aux régions et aux villes dans l'exercice de la gouvernance européenne », 2012, non publié au *JOUE*.
- Consultation du Comité des régions, CdR 7444/2010, « Révision du règlement GECT (Groupement européen de coopération territoriale) », 2010, non publié au *JOUE*.
- Rapport du Comité des régions, CdR 391/1999 final, « Préparer l'élargissement de l'Union européenne : la décentralisation dans les pays candidats de la première vague, office des publications des Communautés européennes », 1999, non publiée au *JOCE*.
- Recommandation du Comité des régions à la Commission européenne et au Conseil, CdR 137/2010 final du 06/10/2010, « La future composition du Comité des régions de l'UE », 2010, non publié au *JOUE*.
- Résolution du Comité des régions, CdR 424/1999 final du 17/11/1999, « Le processus d'élargissement de l'UE », 1999, non publiée au *JOCE*.

2. Droit du Conseil de l'Europe

- Conseil de l'Europe, *Charte européenne de l'autonomie locale*, STE n° 122 du 15/10/1985, entrée en vigueur le 01/10/1988.

- Conseil de l'Europe, *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, STE n° 148 du 05/11/1992, entrée en vigueur le 01/03/1998.
- Conseil de l'Europe, *Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales*, STE n°106 du 21/05/1980, entrée en vigueur le 22/12/1981.
- Conseil de l'Europe, *Convention-cadre européenne pour la protection des minorités nationales*, STE n° 157 du 01/02/1995, entrée en vigueur le 01/02/1998.
- Conseil de l'Europe, *Protocole additionnel n°1 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales*, STE n° 159 du 09/11/1995, entrée en vigueur le 01/12/1998.
- Conseil de l'Europe, *Protocole n° 2 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale*, STE n° 169 du 05/05/1998, entrée en vigueur le 01/02/2001.
- Conseil de l'Europe, *Protocole n° 3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux Groupements euro régionaux de coopération (GEC)*, CETS n° 206 du 16/11/2009, entrée en vigueur le 01/03/2013.
- Rapport du Conseil de l'Europe, *Le rapport explicatif de la Charte européenne de l'autonomie locale*, STE n° 122, Strasbourg, 15/10/1985.
- Résolution du Conseil de l'Europe, (74)8, *La coopération des collectivités locales dans les régions frontalières*, 27/02/1974.
- Résolution du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, 226 (1991), *Les solidarités régionales*, 1991.
- Résolution du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, 227 (1991), *Les relations extérieures des collectivités territoriales*, 1991.
- Résolution statutaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, 2000 (1), *Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe*, 15/03/2000.

3. Droit turc

- La loi n°2464 relative aux ressources des communes du 26/05/1981, *JO* n° 17354 du 29/05/1981.
- La loi n°2577 relative à la procédure du droit administratif du 06/01/1982, *JO* n° 17589 du 20/01/1982.
- La loi n° 2820 relative aux partis politiques du 22/04/1983, *JO* n° 18027 du 24/04/1983.
- La loi n° 4735 relative au contrat du marché public, 05/01/2002, *JO* n° 24648 du 22/01/2002.
- La loi n° 4734 relative au marché public, 04/01/2002, *JO* n° 24648 du 22/01/2002.
- La loi n°4749 relative à la finance publique et à la gestion des dettes publiques, 28/03/2002, *JO* n°24721 du 09/04/2002.

- La loi n° 5018 relative au contrôle et à la gestion de la finance publique, 10/12/2003, *JO* n° 25326 du 24/12/2003.
- La loi n°5216 relative aux municipalités métropolitaines du 10/07/2004, *JO* n° 25531 du 23/07/2004.
- Loi n°5302 relative aux départements, 22/02/2005, *JO* n° 25745 du 04/03/2005.
- La loi n° 5355 relative aux unions de collectivités locales, 26/05/2005, *JO* n° 25842 du 11/06/2005.
- Loi n°5393 relative aux communes, 03/07/2005, *JO* n° 25874 du 13/07/2005.
- La loi n°5449 relative à la création, la coordination et les missions de l'Agence de développement du 25/01/2006, *JO* n° 26074 du 08/02/2006.
- La loi n°5747 concernant la création des arrondissements dans la frontière d'une municipalité métropolitaine du 06/03/2008, *JO* n° 26824 du 22/03/2008.
- La loi n° 5779 relative à l'attribution d'action du budget général à ceux de départements et de communes, 02/07/2008, *JO* n° 26937 du 15/07/2008.
- La loi n°6360 concernant la création des nouvelles municipalités métropolitaines du 12/11/2012, *JO* n° 28489 du 06/12/2012.
- La loi n°6447 concernant la création nouvelles municipalités métropolitaines pour compléter les carences de la loi n°6360, 14/03/2013, *JO* n° 28595 du 22/03/2013.
- Le règlement relatif au bénévolat au sein de département et de commune, *JO* n° 25961 du 09/10/2005.
- Le règlement sur les principes et procédure des auditeurs internes du 26/06/2006, *JO* n° 26226 du 12/07/2006.
- Le Règlement relatif au conseil de villes *JO* n° 26313 du 08/10/2006.
- Le règlement relatif à l'unité sur le contrôle interne, *JO* n° 26738 du 26/12/2007.

VI. TABLE DE JURISPRUDENCES

1. Jurisprudences européennes et étrangères

- CJCE, 05/02/1963, *Van Gend en Loos c/ Administratie de Belastingen*, aff. 26/62, *Rec.* 1963-3.
- CJCE, 15/07/1964, *Flaminio Costa contre ENEL*, aff. 6/64 *Rec.* 1964- 1141.
- CJCE, 15/12/1971, *International Fruit Company*, aff. 51 à 54/71, *Rec.* 1971-1107.
- CJCE, 21/03/1974, *Belgische Radio en Televisie et Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs contre SV SABAM et NV Fonior*, aff. 127/73, *Rec.* 1974-51.
- CJCE, 9/03/1978, *Administration des finances de l'Etat contre Société anonyme Simmenthal*, aff. 106/77, *Rec.* 1978-629.
- CJCE, 21/06/1979, *Atalanta Amsterdam c/Produktschap voor vee en vlees*, aff. 240/78, *Rec.* 1979-2137.
- CJCE, 29/11/1980, *SA Roquette contre Conseil*, aff. 138/79, *Rec.* 1980-3333.
- CJCE, 25/05/1982, *Commission c/ Pays-Bas*, aff. 96/81, *Rec.* 1982-1791.

- CJCE, 21/09/1983, *Deutsche Milchkontor GmbH*, aff. 205/82 à 215/82, *Rec.*1983-2633.
- CJCE, 18/06/1985, *P. Steinhauser c/ Ville de Biarritz*, aff. 197/84, *Rec.* 1985-1819.
- CJCE, 10/03/1987, *Commission des Communautés européennes contre République Italienne*, aff. 199/85, *Rec.* 1987-1039.
- CJCE, 22/06/1989, *Fratelli Costanzo SpA contre Comune di Milano*, aff. 103/88, *Rec.* 1989-1839.
- CJCE, 28/02/1991, *Commission c/ République fédérale d'Allemagne*, aff. C-131/88, *Rec.* 1991-1825.
- CJCE, 18/11/1999, *Teckal Srl contre Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia*, aff. C-107/98, *Rec.*1999-I-8121.
- CJCE, 07/12/2000, *Telaustria Verglas GmbH and Telefonadress GmbH V telekom Austria AG*, aff. C-324/98, *Rec.*2000-I-10754.
- CJCE, 16/01/2003, *Commission des communautés européennes contre République italienne*, aff. C-388/01, *Rec.*2003-I-721.
- CJCE, 11/01/2005, *Standt Halle et RPL Recycligpark Lochau GmbH contre Arbeits-gemeinschaft Thermische Restabfall- und Energieverwertungsanlage TREA Leuna*, aff. C-26/03, *Rec.* 2005-I-26.
- CJCE, 13/10/2005, *Parking Brixen GmbH contre Gemeinde Brixen et Standwerke Brixen AG*, aff.C-458/03, *Rec.*2005-I-8585.
- CJCE, 06/09/2006, *Portugal c/ Commission*, aff. C-88/03, *Rec.* 2006-I-7115.
- CJCE, 11/09/2008, *Union General de Trabajadores de la Rioja UGT-Rioja c/ Juntas Generales des Territorio Historico de Vizcaya*, aff. C-428/06 à C-434/06, *Rec.*2008-I-6747.
- CJCE, 11/06/2009, *Commission c/France*, aff. C-327/08, non publié au *JO*.
- CIJ, 06/04/1955, aff. *Nottebohm* (deuxième phase), *Rec.* 1955, p. 4.
- CC français, n°2004-503 DC du 12/08/2004, *Loi relative aux responsabilités et libertés locales*, *JORF* n° 190 du 17/08/2004.
- CC français, n°2005-516 DC du 07/07/2005, *Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique*, *JORF* n°163 du 14/07/2005.
- CE français, 13/01/1988, *Mutuelles générales des personnels des collectivités locales et des leurs établissements*, Req n° 68166, *Rec.* 1988.
- CE français, 6/10/2000, *ministre de l'Intérieur contre Commune de Saint-Florent et autres*, Req n° 205959, *Rec.*2000.
- CE français, Assemblée, 16/07/2007, *Sté Tropic travaux signalisation*, Req. n°291545, *Rec.* 2007.
- CE français, 04/11/2009, *Communauté d'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée c. SNEF*, Req n° 327948, *Rec.* 2009.
- CE français, 23/12/2011, *Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration*, Req. n° 348647, *Rec.* 2011.

2. Jurisprudences turques

A. Cour Constitutionnelle

- CC turque, 03/07/1969, E.1969/23, K.1969/41, *JO* n° 13420 du 24/07/1970.
- CC turque, 22/12/1970, E.1970/29, K.1970/48, *JO* n° 13813 du 18.04.1971
- CC turque, 24/12/1970, E.1970/36, K.1970/50 du, *JO* n° 13826 du 04/05/1971.
- CC turque, 12/10/1976, E.1976/38 K.1976/46, *JO* n°15825 du 20/01/1977.
- CC turque, 01/03/1985, E.1984/12 K.1985/6, *JO* n°18757 du 17/05/1985.
- CC turque, 25/2/1986, E.1985/1, K.1986/4, *JO* n° 19160 du 10/07/1986.
- CC turque, 22/06/1988, E.1987/18, K.1988/23, *JO* n° 20001 du 26/11/1988.
- CC turque, 17/07/1990, E.1990/1, K.1990/21, *JO* n° 20931 du 16/07/1991.
- CC turque, 20/10/1992, E.1992/13, K.1992/50, *JO* n° 21623 du 30/6/1993.
- CC turque, 03/12/1992, E.1992/46, K.1992/52, *JO* n° 22407 du 17/09/1995.
- CC turque, 07/07/1994, E.1997/49, K.1997/45-2, *JO* n° 22047 du 10/09/1994.
- CC turque, 01/12/1994, E.1994/43, K.1995/42-2, *JO* n° 22181 du 24/01/1995.
- CC turque, 28/06/1995, E.1994/71, K.1995/23, *JO* n° 22586 du 20/03/1996.
- CC turque, 18/01/2005 E.2004/118, K.2005/8, *JO* n° 25785 du 13/04/2005.
- CC turque, 18/01/2007, E.2005/32, K.2007/3, *JO* n° 26741 du 29/12/2007
- CC turque, 24/01/2007, E.2005/95, K.2007/5, *JO* n° 26741 du 29/12/2007.
- CC turque, 25/01/2007, E.2005/94, K.2007/7, *JO* n° 26822 du 20/03/2008.
- CC turque, 25/01/2007, E.2004/79, K.2007/6, *JO* n° 26759 du 17/01/2008.
- CC turque, 30/11/2007, E.2006/61, K.2007/91, *JO* n°26796 du 23/02/2008.
- CC turque, 21/02/2008, E.2005 /73, K.2008/59, *JO* n° 27047 du 07/11/2008.
- CC turque, 15/5/2008, E.2004/1, K.2008/106, *JO* n° 26927 du 05/07/2008.
- CC turque, 31/10/2008, E.2008/34, K.2008/153, *JO* n° 27076 du 06/12/2008.
- CC turque, 04/02/2010, E.2008/27, K.2010/29, *JO* n° 27619 du 22/06/2010.
- CC turque, 29/12/2011, E.2010/62, K.2011/175, *JO* n° 28297 du 19/05/2012.
- CC turque, 17/11/2011, E.2010/11, K.2011/153, *JO* n° 28204 du 14/02/2012.
- CC turque, 10/04/ 2013, E.2012/158 K.2013/55, *JO* n° 28886 du 18/01/2014.
- CC turque, 14/06/2015, E.2014/177, K.2015/49, *JO* n° 29383 du 11/06/2015.

B. Conseil d'Etat

- CE turc, 11. Chambre, 05/07/1979, E.1979/914, K.1979/3538, non publié au *JO*.
- CE turc, 3. Chambre, 17/07/1979, K.1979/134, E.1979/409, non publié au *JO*.
- CE turc, 11. Chambre, 19/09/1979, E.1979/1733, K.1979/3659, non publié au *JO*.
- CE turc, Les conseils des chambres administratives, E.1986/118, K.1986/84, du 25/09/1986, non publié au *JO*.

- CE turc, 6. Chambre, 28/05/1986, E.1986/310, K.1986/559, non publié au *JO*.
- CE turc, 1. Chambre, 24/09/1992, E.1992/232, K.1992/294, non publié au *JO*.
- CE turc, 10. Chambre, 29/04/1993, E.1991/1, K.1993/1752, non publié au *JO*.
- CE turc 8. Chambre, 02/03/1994, E.1993/1647, K.1994/701, non publié au *JO*.
- CE turc, 1. Chambre, 05/04/1995, E.1995/62, K.1995/60, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, du 20/08/1996, E.1996/2614, K.1996/2072, non publié au *JO*.
- CE turc, 1. Chambre, 18/09/1996, E.1996/124, K.1996/181, non publié au *JO*.
- CE turc, Les conseils des chambres administratives, 03/10/1996, E.1996/79, K.1996/83, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre du 11/10/1996, E.1996/2993, K.1996/2545, non publié au *JO*.
- CE turc, 5. Chambre, 24/10/1996, E.1994/6009, K.1996/3250, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, du 17/12/1996, E.1996/3365, K.1996/3891, non publié au *JO*.
- CE turc, 6. Chambre, 17/12/1996, E.1996/523, K.1996/5823, non publié *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, 18/06/1997, E.1997/2117, K.1997/2169, non publié au *JO*.
- CE turc, 6. Chambre, 24/04/1998, E.1997/3697, K.1998/2219, non publié au *JO*.
- CE turc, 10. Chambre, 25/11/1998, E.1996/5391, K.1998/6116, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, 22/06/2005, E.2004/4729, K.2005/3142, non publié au *JO*.
- CE turc, 1. Chambre, 10/02/2006, E.2005/969, K.2006/185, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, 22/05/2008, E.2007/1280, K.2008/3744, non publié au *JO*.
- CE turc, 13. Chambre, 23/06/2008, E.2007/4549, K.2008/5019, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, 19/12/2008, E.2008/4826, K.2008/8384, non publié *JO*.
- CE turc, 1. Chambre, 18/02/2009, E.2008/1444, K.2009/334, non publié *JO*.
- CE turc, 13. Chambre, 06/03/2009, E.2008/10609, K. 2009/2685, non publié au *JO*.
- CE turc, Les conseils des chambres administratives, 22/12/2009, E.2009/15, K.2009/19, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, 13/12/2010, E.2008/ 2578, K.2010/6780, non publié au *JO*.
- CE turc, 8. Chambre, 28/12/2010, E.2010/5829, K.2010/7415, non publié au *JO*.
- CE turc, Les conseils des chambres administratives, 18/03/2013, E.2012/1896, K.2013/914, non publié au *JO*.

C. Tribunaux administratifs

- Tribunal administratif d'İstanbul, 26/03/2010, E.2009/1143, K.2010/518, non publié au *JO*.
- Tribunal administratif de Diyarbakır, 31/01/2007, E.2006/1410, K.2007/1416, non publié au *JO*.
- Tribunal administratif de Bursa, 15/09/2006, E.2006/1818, K.2006/1502, non publié au *JO*.